

Art. 10. In artikel 12 van hetzelfde besluit, wordt het derde lid wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 14, vierde lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 oktober 2020, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de inleidende zin worden de woorden "De subsidie staat evenwel pas definitief vast als" vervangen door de woorden "Voor elk type subsidie dat uit dit besluit voortvloeit, staat de subsidie slechts definitief vast als".

b) in 1°, worden de woorden "aanplantings- of onderhoudswerken" vervangen door de woorden "werken waarop de subsidie betrekking heeft";

c) punt 2° wordt vervangen als volgt: "voor elk type subsidie bedraagt het aangroei cijfer minstens tachtig percent van de scheuten";

d) in 3° worden de woorden "en de planten zijn voldoende geschoten om een serieus toekomstperspectief te bieden" opgeheven.

Art. 12. Het opschrift van hoofdstuk V wordt vervangen door wat volgt: "Hoofdstuk V - Controle en terugbetaling".

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 15 april 2024 en wordt toegepast op alle subsidieaanvragen die vanaf 1 mei 2024 worden ingediend.

Art. 14. De Minister bevoegd voor het Natuurbehoud is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen 29 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/005106]

29 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 25 janvier 2024 relatif aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés et modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la santé, le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et le Code judiciaire

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le décret du 25 janvier 2024 relatif aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés et modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la santé, le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et le Code judiciaire, les articles 2 à 14, 19, 24 et 26 ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2023 ;

Vu le rapport du 20 juillet 2023 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis de la Ministre de la Fonction publique du 18 juillet 2023 ;

Vu l'avis n°1555 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie du 25 septembre 2023 ;

Vu l'avis du Comité de gestion du Forem du 10 octobre 2023 ;

Vu le protocole de négociation n°855 du 10 novembre 2023 du comité de secteur XVI ;

Vu l'avis n°65/2023 de l'Autorité de protection des données, donné le 19 janvier 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 26 janvier 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.453/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 26 janvier 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale et de la Formation ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions introductives*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, des matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent chapitre, il convient d'entendre par :

1° le centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle adapté : le centre de formation et de réadaptation professionnelle spécialisée visé à l'article 8 du décret et ci-après dénommé " le centre » ;

2° le public cible : les bénéficiaires visés à l'article 5 du décret, qui ne sont pas en mesure d'accéder à l'offre de service proposée par les opérateurs de formation s'adressant à l'ensemble de la population parce que celle-ci n'est pas ou est moins adaptée ;

3° le stagiaire : le bénéficiaire faisant partie du public cible et ayant conclu un contrat avec le centre agréé par les services du Gouvernement ;

4° le processus d'insertion socioprofessionnelle : l'accompagnement du stagiaire visant la mise à l'emploi ou le maintien en emploi ;

5° la mise à l'emploi : toute activité exercée sous le couvert d'un contrat de travail, d'un statut public ou d'un statut d'indépendant, dans une période de deux ans à compter de la sortie effective du centre ;

6° le contrat : le contrat de formation et d'insertion socioprofessionnelle formalisant les droits et obligations du centre et du stagiaire dans le cadre du processus d'insertion socioprofessionnelle ;

7° la formation en alternance : toute action combinant une formation théorique et une formation pratique, et pouvant associer un ou plusieurs opérateurs de formation et une ou plusieurs entreprises du secteur privé ou public, ordinaire ou de travail adapté, dans la mise en œuvre du processus d'intégration socioprofessionnelle, dans un objectif d'acculturation au monde du travail, de la mise en œuvre d'un programme de formation qualifiante ou d'une période de préparation à la mise à l'insertion professionnelle ;

8° le contrat d'adaptation professionnelle : le contrat visé à la section 3 du chapitre V du titre IX du livre V de la deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

9° le personnel psycho-social et d'insertion : les agents en intégration professionnelle, les assistants sociaux, les agents de guidance et d'orientation ;

10° le personnel pédagogique : les formateurs et, le cas échéant, le coordinateur pédagogique ;

11° le conseil pédagogique : l'instance composée de la direction, du personnel psycho-social et d'insertion et du personnel pédagogique ;

12° la finalité : la grappe de métiers, de fonctions liées par un même type de production ou de services ;

13° le Ministre : le Ministre qui a la formation dans ses attributions ;

14° le décret : le décret du 25 janvier 2024 relatif aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés et modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la santé, le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et le Code judiciaire ;

15° les services du Gouvernement : la Direction de la Formation professionnelle du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle du Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche ;

16° la population initiale : l'ensemble des éléments sur lequel porte le contrôle ;

17° la strate : la partie d'une population initiale déterminée en fonction d'un ou de plusieurs critères ;

18° la population de référence : la partie de la population initiale qui, après élimination et rectification des données redondantes et erronées, constitue les éléments à analyser ;

19° la strate de référence : la partie de la strate qui, après élimination et rectification des données redondantes et erronées, constitue les éléments à analyser ;

20° l'échantillon : les éléments sélectionnés au sein d'une population ou d'une strate ;

21° l'échantillon de référence : les éléments sélectionnés au sein d'une population de référence ou d'une strate de référence ;

22° l'échantillon de référence extrapolable : l'échantillon de référence qui est constitué de manière aléatoire, simple et sans réintroduction ;

23° l'extrapolation : la généralisation des résultats observés au sein d'un échantillon de référence extrapolable à l'ensemble de la population de référence ou de la strate de référence dont a été extrait l'échantillon ;

24° l'intervalle de confiance : l'ensemble des valeurs comprises entre une borne inférieure et une borne supérieure qui ont été obtenues après examen d'un échantillon. Cet ensemble de valeurs offre nonante-cinq pourcents et plus de probabilité de contenir la valeur exacte du paramètre dans la population ;

25° la taille de l'intervalle de confiance : la différence entre la valeur de la borne supérieure et celle de la borne inférieure de l'intervalle de confiance ;

26° le Département de l'Inspection : le Département de l'Inspection de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie ;

27° les inspecteurs : les agents statutaires et les membres du personnel contractuel assermentés du Département de l'Inspection.

CHAPITRE 2. — Missions des centres

Art. 3. Les centres inscrivent leurs actions dans le respect des principes suivants :

1° les engagements fixés dans le dispositif de coopération institué par le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi ;

2° la promotion de l'égalité des chances des stagiaires dans l'accès à la formation et à l'emploi ;

3° le développement des pratiques favorisant l'émancipation sociale, individuelle et collective des stagiaires.

Art. 4. § 1^{er}. Les centres ont pour mission d'organiser un processus d'insertion socioprofessionnelle individualisé et adapté aux potentialités du stagiaire.

§ 2. Le processus d'insertion socioprofessionnelle peut se décomposer en quatre phases :

1° une phase de détermination de projet d'insertion socioprofessionnelle, permettant de mettre en œuvre les actions suivantes, selon le cas :

a) réaliser un bilan personnel et professionnel du stagiaire ;

b) confronter le stagiaire aux réalités du monde du travail ;

c) permettre au stagiaire de découvrir un ou plusieurs métiers ;

d) soutenir le stagiaire dans son orientation vers le ou les prestataires jugés adéquats par le centre, en fonction de ses compétences, aptitudes et besoins ;

e) permettre au stagiaire d'acquérir les compétences de base en matière de savoir, savoir-faire et savoir-être ;

- f) promouvoir et assurer le cas échéant la préparation du stagiaire aux dispositifs généraux de formation ;
- 2° une phase de validation de projet d'insertion socioprofessionnelle, permettant de mettre en œuvre les actions suivantes, selon le cas :
- a) confronter le stagiaire aux réalités du métier ou de la fonction pressentie ;
 - b) réaliser un test d'aptitudes du stagiaire ;
 - c) valider ou invalider le projet de formation pressentie ;
 - d) soutenir le stagiaire dans son orientation vers le ou les prestataires jugés adéquats par le centre, en fonction de ses compétences, aptitudes et besoins ;
- 3° une phase de formation qualifiante, permettant de mettre en œuvre les actions suivantes :
- a) permettre au stagiaire d'acquérir ou de développer ses compétences en vue de l'exercice de tout ou partie d'un métier ou d'une fonction dans une ou plusieurs finalités ;
 - b) permettre au stagiaire, le cas échéant, d'actualiser ses compétences en fonction de ses besoins évolutifs et des besoins des entreprises ;
 - c) assurer, le cas échéant, le suivi du stagiaire dans le cadre d'un contrat d'adaptation professionnelle que celui-ci a conclu ;
 - d) promouvoir et assurer le cas échéant la préparation à la validation des compétences, visée par l'accord de coopération du 21 mars 2019 relatif à la validation des compétences, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française ;
- 4° une phase de suivi post-formatif, visant la recherche active d'emploi, l'obtention ou le maintien en emploi.
- § 3. Les centres peuvent mettre en œuvre le soutien dans l'emploi, selon les dispositions de la Section 10 du Chapitre V du Titre IX du Livre V de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

CHAPITRE 3. — Agrément

Section 1^{ère}. — Dispositions introductives

Art. 5. § 1^{er}. Le Ministre agréé le centre sur base du respect des conditions visées aux articles 15 à 21.

§ 2. Sont considérés comme premier agrément :

- 1° l'agrément d'un nouveau centre ;
- 2° l'agrément d'une nouvelle finalité ;
- 3° l'agrément d'un nouveau projet pédagogique.

§ 3. L'agrément est accordé pour une durée indéterminée dans le respect de l'article 13, § 1^{er}.

Par dérogation à l'alinéa premier, lorsqu'il s'agit d'une demande visant à l'agrément d'un nouveau centre, l'agrément est accordé pour une durée à l'essai de 2 ans maximum. Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire du Ministre, accordé pour une durée indéterminée dans le respect de l'article 13, § 1^{er}.

Art. 6. En agréant le centre, le Ministre lui accorde un nombre d'heures.

Le Ministre répartit le nombre d'heures en fonction des phases visées à l'article 4, § 2, et des finalités de la phase de formation qualifiante, sur base des propositions contenues dans le projet pédagogique visé à l'article 16.

Le nombre total d'heures agréées accordées à l'ensemble des centres ne peut pas excéder 823.358 et est réparti auprès de chacun des centres agréés en fonction des quotas fixés à l'annexe 2.

Section 2. — Modification d'agrément

Art. 7. Est considérée comme une modification d'agrément :

- 1° la modification de la répartition horaire entre les phases visées à l'article 4, § 2, 1° à 3° ;
- 2° la modification de la répartition horaire entre les différentes finalités existantes de la phase de formation qualifiante.

Les modifications visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, peuvent soit être proposées par le centre à tout moment, soit résulter du plan de réorientation visé à l'article 26.

Art. 8. La décision de modification d'agrément prise par le Ministre ne diffère pas l'échéance de l'évaluation visée à l'article 13, § 1^{er}.

Art. 9. A l'échéance des périodes sexennales visées à l'article 13, § 1^{er}, le Ministre peut réaffecter le nombre d'heures éventuellement disponibles entre les centres.

Section 3. — Procédure d'octroi

Art. 10. § 1^{er}. En cas d'agrément d'un nouveau centre, le Ministre statue sur la demande signée par la direction et par la personne habilitée par les statuts à représenter l'ASBL et comprenant les documents suivants :

- 1° le projet pédagogique visé à l'article 16 ;
- 2° l'extrait du casier judiciaire selon le modèle visé à l'article 595 du Code d'instruction criminelle, de l'ensemble du personnel du centre, ainsi que des membres du conseil d'administration, datant de moins de trois mois par rapport à la date d'envoi aux services du Gouvernement et exempt de toute condamnation à une peine criminelle, ou correctionnelle concernant des délits incompatibles avec l'exercice de la fonction ;
- 3° le rapport d'un service communal ou d'un service régional d'incendie attestant que toutes les précautions ont été prises pour éviter les incendies, datant de moins d'un an par rapport à la date d'envoi aux services du Gouvernement et stipulant la capacité d'accueil des infrastructures ;
- 4° l'avis motivé de l'Instance Bassin Enseignement Formation Emploi compétente, sur la pertinence des finalités proposées, en fonction des possibilités de reclassement sur le marché de l'emploi ;
- 5° le règlement d'ordre intérieur contenant au moins les clauses suivantes :
 - a) le régime horaire hebdomadaire ;

- b) les dispositions relatives à l'alternance ;
 - c) la liste des jours de congé légaux et les modalités de fixation des autres jours de congé octroyés ;
 - d) les modalités d'attribution des avantages pécuniaires octroyés aux stagiaires en vertu de l'article 69, § 1^{er} ;
 - e) les obligations en matière de sécurité et d'hygiène ;
 - f) les dispositions relatives à la politique de prévention en matière d'alcool et de drogues ;
 - g) les dispositions en matière de protection contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel ;
 - h) l'obligation pour les stagiaires de se soumettre aux examens du conseiller en prévention chargé de la surveillance médicale, dont le centre de formation professionnelle s'est assuré les services, ainsi qu'aux vaccinations obligatoires en vertu des dispositions réglementaires ;
 - i) l'obligation d'avertir sans délai le centre de toute circonstance suspendant l'exécution du contrat et de produire un certificat médical en cas d'incapacité de travail dans les deux jours du début de l'incapacité ou de la prolongation de l'incapacité ;
 - j) les modalités d'organisation du conseil pédagogique visé à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4^o ;
 - k) les modalités du dispositif assurant la concertation des stagiaires sur l'organisation du centre et le déroulement de ses activités ;
 - l) les recours que possède le stagiaire à l'égard de toute sanction ou mesure qui est prise à son égard ;
 - m) les conditions dans lesquelles il peut être procédé à la modification du règlement d'ordre intérieur ;
- 6° un projet prévisionnel des comptes annuels sur trois ans.

L'avis visé à l'alinéa 1^{er}, 4^o, est remis dans les deux mois à partir de la date de la demande. À défaut, il est passé outre. Le délai de deux mois est suspendu pendant les mois de juillet et août.

§ 2. En cas d'agrément d'une nouvelle finalité ou d'un nouveau projet pédagogique, le Ministre statue sur la demande signée par la direction et par la personne habilitée par les statuts à représenter l'ASBL et comprenant :

- 1° les modifications éventuelles apportées aux statuts du centre ainsi que la liste des membres de l'assemblée générale et du conseil d'administration ;
- 2° le dernier règlement d'ordre intérieur contenant au moins les clauses listées au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5° ;
- 3° le document visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° ;
- 4° le document visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3° ;
- 5° le projet pédagogique visé à l'article 16 actualisé ;
- 6° l'avis visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°.

Art. 11. Dans les trente jours de l'envoi de la demande d'agrément, les services du Gouvernement envoient au demandeur un avis de réception du dossier, si celui-ci est complet.

Si le dossier n'est pas complet, les services du Gouvernement en informent le demandeur dans les mêmes conditions et précisent, à cette occasion, par quelles pièces le dossier doit être complété dans un délai de trente jours à défaut de quoi la demande est classée sans suite.

Art. 12. Le Ministre statue dans un délai de six mois à dater de la réception du dossier complet de la demande d'agrément.

Art. 13. § 1^{er}. Afin de poursuivre leur premier agrément ou conserver leur agrément à durée indéterminée, les centres répondent aux conditions d'agrément fixées aux articles 15 à 26 et transmettent aux services du Gouvernement, au plus tard neuf mois avant l'échéance de leur premier agrément ou de chaque période de six ans à partir de la date de prise d'effet de l'agrément à durée indéterminée, les documents suivants :

- 1° les modifications éventuelles apportées aux statuts du centre ainsi qu'à la liste des membres de l'assemblée générale et du conseil d'administration ;
- 2° le dernier règlement d'ordre intérieur en date visé à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5° ;
- 3° le document visé à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, datant de moins de trois mois avant la date visée à l'alinéa 1^{er} ;
- 4° le document visé à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, datant de moins d'un an avant la date visée à l'alinéa 1^{er} ;
- 5° le projet pédagogique visé à l'article 16 actualisé ;
- 6° l'avis visé à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4°.

§ 2. Lorsque le centre souhaite que l'agrément dont il bénéficie soit transféré à un autre organisme, ce dernier en fait la demande auprès des services du Gouvernement.

Toute demande visée à l'alinéa 1^{er} est introduite dans un délai d'un mois à dater de la fusion ou de la scission de société, de l'apport d'universalité ou de branche d'activité, de la cession d'universalité ou de branche d'activité, visés par le Code des sociétés et des associations, ainsi que les cas visés par le livre XX "Insolvabilité des entreprises" du Code de droit économique.

Toute demande visée à l'alinéa 1^{er} comporte tout document probant permettant d'attester la reprise des droits et des obligations du centre agréé par l'organisme reprenneur ainsi que le respect des conditions prévues par le décret et le présent arrêté.

La procédure de transfert d'agrément est régie par les articles 10, § 1^{er}, et 11.

Le Ministre se prononce sur le transfert d'agrément dans les soixante jours à dater du jour de réception du dossier de demande complet.

Le transfert de l'agrément emporte le transfert des heures initialement octroyées au centre cédant.

Section 4. — Sanction

Art. 14. Le Ministre peut abroger, suspendre ou limiter temporairement la durée indéterminée de l'agrément dès qu'il constate que l'une des conditions fixées par l'agrément ou que l'une des obligations n'est plus respectée.

La limitation temporaire de la durée indéterminée de l'agrément s'exerce par l'octroi par le Ministre d'un agrément provisoire d'une durée d'un à trois ans.

Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire du Ministre, accordé pour une durée indéterminée.

Les services du Gouvernement notifient la décision d'abrogation, de suspension ou de limitation d'agrément.

Section 5. — Conditions d'agrément

Art. 15. § 1^{er}. L'agrément est accordé aux centres visés à l'article 8 du décret moyennant le respect des principes suivants :

- 1° être constitués sous forme d'association sans but lucratif ;
 - 2° disposer de l'équipement adapté et des locaux accessibles aux stagiaires ;
 - 3° disposer d'un projet pédagogique conforme à l'article 16 ;
 - 4° être dotés d'un conseil pédagogique, chargé d'émettre un avis motivé sur :
 - a) le projet pédagogique visé à l'article 16, tel qu'il sera soumis au Ministre ou à son délégué ;
 - b) le programme d'investissements inhérent au matériel pédagogique ;
 - c) le rapport annuel d'activités, visé à l'article 18, 3° ;
 - 5° ne pas comporter, parmi les membres de l'association, des membres du personnel ou des personnes apparentées à ceux-ci jusqu'au troisième degré inclusivement, pour plus d'un tiers des membres ;
 - 6° ne pas comporter dans le conseil d'administration de l'association des personnes appartenant à la même famille, conjoints, cohabitants légaux et parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, en nombre supérieur, pour chaque famille, au tiers du nombre total des membres composant le conseil d'administration, ni des personnes faisant partie du personnel du centre ;
 - 7° comporter dans leur conseil d'administration au minimum un représentant du monde économique ;
 - 8° être dirigés par un organe de direction qui possède la gestion journalière du centre, en vertu d'une délégation de pouvoirs écrite du conseil d'administration et sous la responsabilité de celui-ci ;
 - 9° avoir une direction assurée à concurrence d'un équivalent temps plein, ou d'un demi équivalent temps plein si le centre est agréé pour moins de 40.000 heures ;
 - 10° disposer d'un personnel d'encadrement dont le nombre et le temps de travail sont adaptés au projet pédagogique et qui répond aux fonctions, profils et qualifications fixés par la convention collective de travail de la sous-commission paritaire 329.02 du Secteur socio-culturel de la Région wallonne la CCT 329.02 ;
 - 11° garantir l'indépendance et la liberté de choix de la personne ;
 - 12° assurer l'égalité des personnes en situation de handicap devant le service et notamment n'exiger des personnes, à titre de condition préalable à l'entrée, le paiement d'aucune contribution financière autre que celles fixées par le Gouvernement ;
 - 13° offrir à la personne en situation de handicap un projet personnalisé adapté à ses besoins, ses aptitudes et ses aspirations ;
 - 14° procéder à des évaluations qualitatives en privilégiant la participation des personnes en situation de handicap, de leur entourage et des services ;
 - 15° faire bénéficier les personnes en situation de handicap d'un personnel d'encadrement compétent et adapté au handicap traité ainsi que d'une infrastructure adéquate ;
 - 16° assurer la participation du personnel à l'élaboration du projet pédagogique du service et à des formations continuées ;
 - 17° favoriser la coopération entre les services et la recherche d'une meilleure efficacité par une coordination accrue ;
 - 18° privilégier les contacts avec l'extérieur dans le cadre d'une collaboration locale ;
 - 19° collaborer avec les services du Gouvernement et se soumettre à leur contrôle ;
 - 20° tenir une comptabilité conforme au Code de droit économique et à l'arrêté royal du 21 octobre 2018 portant exécution des articles III.82 à III.95 du Code de droit économique ;
 - 21° respecter les normes de sécurité et d'hygiène ;
 - 22° adopter un règlement d'ordre intérieur garantissant le respect des droits des personnes en situation de handicap et leur plus large autonomie ainsi qu'un service adapté à leurs besoins, aptitudes et aspirations. Ce règlement est communiqué aux personnes en situation de handicap et aux services du Gouvernement ;
 - 23° fournir aux services du Gouvernement une copie du cadastre de l'emploi du centre, selon un canevas établi par le Ministre ou son délégué, au plus tard pour le 31 mars de l'année suivant chaque exercice de fonctionnement.
- Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 6°, la direction du centre a la possibilité d'assister, avec voix consultative, à toutes les réunions du conseil d'administration relatives à l'organisation du centre, sauf sur des points à l'ordre du jour où il existe un conflit d'intérêt.
- Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 9°, en cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution du mandat confié à la direction par le conseil d'administration de l'ASBL, le Ministre ou son délégué transmet une invitation à prendre sans délai les dispositions qui s'imposent et ce, indépendamment des mesures prévues à l'article 14, § 2.
- Pour l'application du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 10°, le centre dispose au minimum des fonctions suivantes :
- 1° employé administratif : un demi équivalent temps plein ;
 - 2° personnel psycho-social et d'insertion : un et demi équivalent temps plein ;
 - 3° formateur : un équivalent temps plein par tranche complète de 11.000 heures agréées ;

4° coordinateur pédagogique : un demi équivalent temps plein si la coordination est déléguée.

§ 2. Les formateurs et les agents en intégration professionnelle suivent dans un délai de trois ans à compter de la date de leur engagement, un programme de formation méthodologique, organisé par un des organismes agréés par un fonds sectoriel de formation, dont la liste est fixée par le Ministre ou son délégué en concertation avec les représentants des centres et les représentants du personnel des centres. La durée du programme de formation ne peut pas être inférieure à 120 heures.

La formation fait prioritairement partie du plan de formation visé à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 15°.

Art. 16. § 1^{er}. Les centres élaborent un projet pédagogique dont la cohérence avec les missions des centres est démontrée par les points suivants :

1° la pertinence des finalités proposées, eu égard à l'offre de formation sous-régionale et aux perspectives du marché de l'emploi dans le secteur d'activité concerné ;

2° le canevas du test d'aptitudes ;

3° les modalités d'accueil et les méthodologies d'observation, d'élaboration du bilan, d'orientation et de développement des pré-requis relatifs aux savoirs, savoir-faire et savoir-être ;

4° les programmes de formation qualifiante précisant :

a) les objectifs généraux visés ;

b) le contenu des compétences à développer, défini en termes d'objectifs opérationnels à atteindre ;

c) les modalités d'évaluation intermédiaire ;

d) les modalités d'évaluation continue, formative et participative des acquis en termes de compétences professionnelles, sociales ou techniques.

5° les programmes de formation professionnelle remplissant les conditions suivantes :

a) être établis en tout ou partie en référence aux définitions des profils de qualifications du Service francophone des Métiers et des Qualifications, ou de tout dispositif le remplaçant ;

b) favoriser l'obtention d'un degré de maîtrise des compétences permettant la validation de celles-ci par les organismes régionaux habilités ou permettant leur prise en compte dans un processus de certification ;

6° la pertinence du nombre d'heures affectées aux phases de détermination de projet d'insertion socioprofessionnelle, de validation de projet d'insertion socioprofessionnelle et de formation qualifiante, ainsi qu'aux différentes finalités ;

7° la pertinence des méthodes pédagogiques proposées et la démonstration de leur spécificité par rapport aux autres opérateurs sous-régionaux, eu égard :

a) aux caractéristiques et aux besoins des stagiaires ;

b) aux phases et aux modalités de la formation professionnelle, notamment en ce qui concerne la formation en alternance ;

8° les modalités de mise en œuvre de la formation en alternance ;

9° les stratégies du centre en termes d'accompagnement du stagiaire dans son processus d'insertion socioprofessionnelle ;

10° l'adéquation entre le projet pédagogique et l'organigramme du personnel et les moyens matériels envisagés ;

11° la description des partenariats avec les intervenants extérieurs participant au processus d'insertion socioprofessionnelle des stagiaires ;

12° la stratégie du centre quant à la participation des stagiaires à l'organisation du centre et au déroulement de ses activités ;

13° les modalités d'organisation du conseil pédagogique visé à l'article 15, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4° ;

14° les modalités d'évaluation du projet pédagogique et de sa mise en œuvre ;

15° un plan de formation continuée.

Les centres qui développent des activités de production démontrent que les activités s'inscrivent strictement dans le cadre de l'objectif pédagogique des programmes de formation professionnelle mis en œuvre et présentent un intérêt pédagogique pour les stagiaires.

§ 2. Le projet pédagogique est communiqué à la délégation syndicale ou, à défaut, à l'ensemble du personnel, qui rend un avis motivé dans un délai de trente jours. A défaut, il est passé outre.

Art. 17. § 1^{er}. Le centre établit, à l'intention de la direction, du personnel pédagogique et du personnel psycho-social et d'insertion, le plan de formation visé à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 15°, portant sur une durée de deux ans.

Le plan décrit les liens entre l'environnement global du centre, la dynamique du projet pédagogique, le développement des compétences tant techniques que pédagogiques du personnel et l'impact sur les stagiaires. Il définit les critères, modalités et périodicité d'évaluation de ces trois aspects.

Le plan est élaboré en concertation avec la délégation syndicale ou, à défaut, avec l'ensemble du personnel.

§ 2. En ce qui concerne les compétences pédagogiques, le Ministre ou son délégué intègre les besoins des centres, selon des modalités et des conditions qu'il fixe, dans les programmes de formation qu'il met en place à l'intention du personnel des services qu'il agréé et subventionne.

§ 3. La mise en œuvre du plan de formation continuée est consacrée prioritairement aux membres du personnel concernés par une reconversion de l'offre de formation du centre, ainsi qu'aux formateurs et agents en intégration professionnelle visés à l'article 15, § 2, alinéa 1^{er}.

Section 6. — Obligations des centres agréés

Art. 18. Outre les conditions prévues à l'article 15, les centres remplissent les obligations suivantes :

1° exercer les missions définies au chapitre 2 en faveur des stagiaires, à concurrence d'au moins nonante pour cent des heures valorisées sur la période d'agrément ;

2° garantir aux stagiaires les avantages pécuniaires octroyés en vertu des articles visés à l'article 69, § 1^{er} ;

3° établir un rapport annuel d'activités, lequel est communiqué aux services du Gouvernement et à l'ensemble du personnel, selon un canevas établi par le Ministre ou son délégué, et ce au plus tard pour le 1^{er} mars de l'année suivant chaque exercice de fonctionnement ;

4° mentionner " Avec le soutien de la Wallonie » accompagnée du logo " Coq » (téléchargeable sur <http://chartegraphique.wallonie.be> section " avec le soutien de ») sur tout support imprimé et publicitaire, en ce compris le site internet ;

5° communiquer leur offre de formation et d'insertion socioprofessionnelle au FOREM ;

6° communiquer aux services du Gouvernement le document visé à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, pour les nouveaux membres du personnel du centre ainsi que pour les nouveaux membres du conseil d'administration.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, lorsque l'agrément est accordé pour une durée indéterminée, la période d'agrément est à considérer comme étant d'une durée de six ans.

Art. 19. La mise en œuvre du processus d'insertion socioprofessionnelle du stagiaire fait l'objet d'un plan d'action individualisé par lequel le centre, avec la participation active du stagiaire, identifie de manière évolutive les objectifs à atteindre, compte tenu de ses besoins, potentialités et difficultés, planifie et coordonne les interventions nécessaires pour y répondre et favoriser son insertion socioprofessionnelle.

Le centre définit les moyens à mettre en œuvre ainsi que les échéances et les modalités d'évaluation.

Art. 20. § 1^{er}. Le processus d'insertion socioprofessionnelle est mis en œuvre sur base d'une formation en alternance, sans toutefois que le temps en entreprise ne dépasse cinquante pour cent de la durée totale du parcours du stagiaire.

§ 2. Le centre remplit les actions suivantes :

1° conclure avec l'entreprise et le stagiaire une convention de stage reprenant les dispositions minimales suivantes :

a) les compétences visées par le stage ;

b) les horaires du stage ;

c) les tâches qui seront confiées au stagiaire ainsi que les restrictions éventuelles ;

d) la désignation d'un tuteur au sein de l'entreprise et de la personne référente du centre ;

e) les modalités de suivi du stage par le centre ;

2° après chaque stage, établir, en concertation avec l'entreprise et le stagiaire, un rapport d'évaluation des compétences acquises par le stagiaire.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, est signé par le tuteur, par la personne référente du centre et par le stagiaire.

Art. 21. Le centre établit, pour chaque stagiaire, un dossier pédagogique contenant au minimum :

1° le bilan personnel et professionnel visé à l'article 31 ;

2° le plan d'action individualisé visé à l'article 19, ses actualisations et ses évaluations intermédiaires et finale, en centre et en entreprise ;

3° un relevé des présences du stagiaire en centre et en entreprise ;

4° la liste des entreprises dans lesquelles un stage a été effectué ;

5° les activités visant la recherche, l'obtention ou le maintien en emploi.

Section 7. — Evaluation

Art. 22. Les dispositions visées aux articles 23 à 26 sont appliquées par le Ministre ou son délégué au plus tard à l'échéance :

1° de la période d'agrément visée à l'article 5, § 3, alinéa 2, pour les premiers agréments ;

2° de la période visée à l'article 18, alinéa 2, pour les agréments à durée indéterminée.

Art. 23. § 1^{er}. Il est procédé au calcul de la moyenne annuelle :

1° du taux de fréquentation de la phase de formation qualifiante, par finalité ;

2° du taux de fréquentation global du centre.

§ 2. Au numérateur, les taux de fréquentation comprennent :

1° le nombre d'heures prestées et assimilées mensuelles des stagiaires, dans les limites visées aux articles 29, 36 et 39 ;

2° le nombre d'heures prestées et assimilées mensuelles des personnes ne bénéficiant pas des interventions du Gouvernement visées à l'article 18, 1°, dans les limites visées aux articles 29, 36 et 39 ;

3° la sortie du stagiaire du centre avant le terme de son parcours pour une mise à l'emploi d'au moins trois mois, valorisée forfaitairement à 456 heures dans la phase dans laquelle il se trouvait au moment de sa sortie ;

4° le suivi d'un stagiaire lié par un contrat d'adaptation professionnelle agréé par l'AVIQ, valorisé forfaitairement à vingt heures par mois durant la période de suivi ;

5° le suivi post-formatif, valorisé forfaitairement à huit heures par mois sur une période de deux ans au maximum.

Les prestations effectives et assimilées visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, sont prises en compte sur base d'un régime hebdomadaire de prestations de 38 heures.

Lorsque le régime hebdomadaire de prestations à temps plein est inférieur à 38 heures, les heures valorisées sont affectées d'un coefficient de valorisation dont le numérateur est égal à 38 et le dénominateur égal au régime horaire hebdomadaire fixé dans le règlement de travail, sans pouvoir être inférieur à 35.

Le régime horaire à temps partiel du stagiaire est valorisé à cent cinquante pour cent des heures effectives et assimilées, sans pouvoir dépasser le régime horaire à temps plein.

Les prestations des personnes en soutien dans l'emploi visées à l'article 1146/9, 1^o, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé n'entrent pas en compte dans le taux de fréquentation du centre.

§ 3. Au dénominateur, les taux de fréquentation comprennent :

1^o le volume horaire global consenti au centre ;

2^o le volume horaire affecté à chacune des finalités de la phase de formation qualifiante.

§ 4. Les taux de fréquentation global et par finalités de la phase de formation qualifiante ne peuvent pas être inférieurs à septante-cinq pour cent.

Art. 24. Il est procédé dans la phase de détermination ou de validation de projet d'insertion socioprofessionnelle, au calcul de la moyenne annuelle des taux suivants :

1^o le taux de bilans personnels et professionnels et de tests d'aptitudes réalisés, visés aux articles 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, et 31, lequel ne peut pas être inférieur à cent pour cent ;

2^o le taux de stagiaires disposant du pronostic favorable ou défavorable d'insertion visé à l'article 33 ;

3^o le taux de réorientation des stagiaires disposant du pronostic défavorable d'insertion visé à l'article 34, lequel ne peut pas être inférieur à cinquante pour cent ;

4^o le taux de stagiaires faisant l'objet d'un pronostic favorable d'insertion et qui ont intégré un des dispositifs visés à l'article 35 lequel ne peut pas être inférieur à quatre-vingts pour cent.

Les stagiaires ayant interrompu leur parcours à cause d'une maladie attestée par un certificat médical ou d'une cause de force majeure n'entrent pas dans le calcul du taux visé à l'alinéa 1^{er}, 4^o.

Art. 25. § 1^{er}. Il est procédé au calcul, global et par finalité, de la moyenne annuelle du taux d'insertion professionnelle des stagiaires.

§ 2. Le taux est calculé, au 31 décembre de chaque exercice, en plaçant au numérateur le nombre de stagiaires mis en insertion professionnelle au cours de l'exercice concerné et au dénominateur le nombre de stagiaires sortis de la phase de formation qualifiante au cours de l'exercice concerné, exclusion faite des sorties pour raison médicale attestée par un certificat médical ainsi que celles pour cas de force majeure.

Le taux d'insertion inclut au numérateur les insertions professionnelles réalisées :

1^o au cours de chacune des quatre phases visées à l'article 4, § 2 ;

2^o au terme d'un contrat d'adaptation professionnelle ou d'un plan Formation Insertion du FOREm.

Les personnes en soutien dans l'emploi visées à l'article 1146/9, 2^o à 4^o, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, n'entrent pas en compte dans le taux d'insertion du centre.

§ 3. La moyenne annuelle du taux d'insertion ne peut pas être inférieure à quarante pour cent.

Art. 26. § 1^{er}. Si l'un des taux visés aux articles 23 et 25 ou si deux taux cumulatifs visés à l'article 24 ne sont pas atteints, le centre propose au Ministre un plan de réorientation comprenant, le cas échéant, une modification des répartitions horaires visées à l'article 7, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, une proposition d'une ou de plusieurs nouvelles finalités, une proposition d'un nouveau projet pédagogique, ainsi qu'un plan de reconversion éventuelle du personnel, dans un délai de six mois à compter de la notification du Ministre d'y procéder.

Le Ministre agréé le plan de réorientation conformément, selon le cas, à l'article 8 ou aux articles 5 § 2, 10 et 12.

§ 2. Si le Ministre constate que la carence perdure après une période de six ans suivant la mise en place des plans visés au § 1^{er}, le centre fait l'objet d'une abrogation d'agrément pour les heures affectées aux phases et finalités concernées.

CHAPITRE 4. — Admission des bénéficiaires au processus d'insertion socioprofessionnelle

Section 1^{ère}. — Conditions d'admission

Art. 27. § 1^{er}. Outre les conditions de recevabilité visées à l'article 5 du décret, le Ministre ou son délégué vérifie les conditions d'admissibilité suivantes :

1^o le taux de handicap équivaut à une insuffisance ou d'une diminution d'au moins trente pour cent de leur capacité physique ou d'au moins vingt pour cent de leur capacité mentale ;

2^o le fait que le bénéficiaire n'est plus soumis à l'obligation scolaire ;

3^o le fait que le bénéficiaire est inscrit auprès du FOREm comme demandeur d'emploi.

§ 2. Est assimilée à la condition de handicap visée au paragraphe 1^{er}, 1^o, la reconnaissance de handicap attestée par l'une des preuves suivantes, à la date de l'introduction de la demande :

1^o la preuve d'avoir déjà bénéficié d'une décision favorable de l'AVIQ ou de l'AWIPH, de la Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap, du Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding, du Service bruxellois francophone des personnes en situation de handicap, de Bruxelles-Formation ou de la Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben, attestant d'un handicap ;

2^o une attestation indiquant que la personne a fréquenté l'enseignement spécialisé ;

3^o une décision en cours de validité délivrée par le Service public fédéral Sécurité sociale et attestant le handicap permettant à la personne d'obtenir une allocation de remplacement de revenus ou d'une allocation d'intégration ;

4^o une décision en cours de validité délivrée par l'AVIQ et attestant le handicap permettant à la personne d'obtenir des allocations familiales supplémentaires ;

5^o une décision judiciaire ou une attestation en cours de validité délivrée par la compagnie d'assurances, l'AVIQ fédérale des risques professionnels et attestant d'un degré d'incapacité de travail permanente d'au moins vingt pour cent ;

6° une décision en cours de validité de l'Institut National d'Assurance Maladie-invalidité d'octroi d'indemnités d'invalidité ;

7° une décision en cours de validité de l'Office National de l'Emploi, de l'Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft ou d'Actiris reconnaissant une aptitude au travail réduite.

§ 3. Conformément à l'article 18, 1°, les centres peuvent exercer les actions fixées par le projet pédagogique visé à l'article 16, à concurrence de vingt pour cent au maximum des heures valorisées, en faveur de demandeurs d'emploi dans le respect des conditions suivantes :

1° ces personnes ne relèvent pas des cas de figure visés au paragraphe 2 ;

2° ces personnes sont envoyées aux centres pour une prise en charge dans le cadre d'un accompagnement adapté tel que visé à l'article 32 ou sont confrontées à une pénurie d'offre de formation qualifiante.

§ 4. Le Ministre ou son délégué ne statue pas sur l'opportunité de la demande.

Art. 28. § 1^{er}. Lorsque les conditions visées à l'article 27 sont remplies, le Ministre ou son délégué délivre au bénéficiaire, selon le cas, une décision d'admissibilité au processus d'insertion socioprofessionnelle individualisé et adapté, dans le délai fixé par l'article 7 du décret.

La décision d'admissibilité a une durée de validité de six ans.

§ 2. Le Ministre ou son délégué délivre la décision d'admissibilité dans un délai ne dépassant pas trente jours, lorsque le bénéficiaire fournit l'attestation de reconnaissance de handicap visée à l'article 27, § 2.

Section 2. — Phase de détermination de projet d'insertion socioprofessionnelle

Art. 29. Si la demande porte sur un projet de formation indéfini, le Ministre ou son délégué délivre à la personne la décision visée à l'article 28 permettant d'intégrer la phase de détermination de projet.

La phase de détermination de projet ne peut pas excéder ni la durée de 1.824 heures.

Art. 30. Au plus tard le jour de son entrée dans le centre, le stagiaire conclut avec celui-ci le contrat visé à l'article 43.

Art. 31. Durant la phase, le centre procède à un bilan personnel et professionnel du stagiaire.

Le bilan porte au minimum sur les connaissances de base, les habiletés psychotechniques, les savoir être et habiletés sociales, les intérêts professionnels, l'évaluation des capacités de progression en termes de savoir, savoir-faire, savoir apprendre et savoir-être.

Art. 32. Sur la base du bilan visé à l'article 31, le centre statue sur l'appartenance du stagiaire au public cible, pour l'un des motifs suivants :

1° il ne possède pas la formation de base ou les antécédents scolaires exigés par les opérateurs généraux ;

2° il a besoin d'une adaptation de son rythme d'apprentissage ou de ses horaires ;

3° il a besoin d'un accompagnement psycho-social spécifique ;

4° il a besoin d'une méthodologie ou d'une pédagogie adaptée à son handicap ;

5° les infrastructures des opérateurs généraux ne sont pas adaptées à son handicap ;

6° les équipements des opérateurs généraux ne sont pas adaptés à son handicap.

Art. 33. Sur base du bilan visé à l'article 31, le centre conclut à un pronostic d'insertion professionnelle du stagiaire dans un délai de six mois maximum à compter de la date d'entrée du stagiaire dans la phase.

Art. 34. Si le pronostic est défavorable ou si le centre juge qu'il n'est pas l'opérateur adéquat, le centre examine avec le stagiaire une autre orientation et le soutient dans sa démarche.

Le centre tient à la disposition des services du Gouvernement le bilan et le pronostic ainsi que, le cas échéant, un descriptif de la réorientation vers un autre opérateur, dans le délai visé à l'article 33.

Art. 35. § 1^{er}. Si le pronostic est favorable, le centre tient à la disposition des services du Gouvernement le bilan et le pronostic dans le délai visé à l'article 33.

§ 2. Le centre tient à la disposition des services du Gouvernement un projet de plan d'action individualisé dans un délai de trois mois maximum à compter du délai visé à l'article 33.

Le plan d'action peut consister en :

1° un passage dans la phase de formation qualifiante au sein du centre ou dans un autre centre agréé par le Ministre ou son délégué ;

2° une réorientation vers un opérateur général de formation ou d'insertion socioprofessionnelle ;

3° l'activation d'un des dispositifs en matière d'emploi organisés ou agréés par l'AVIQ.

Les dispositifs sont activés dans un délai de trois mois maximum à compter du délai visé à l'alinéa 1^{er}.

Si le dispositif envisagé consiste en un contrat d'adaptation professionnelle agréé par l'AVIQ, le centre assure le soutien à l'établissement du programme et à la formation dispensée par l'entreprise ou par l'institution publique, partie au contrat, au besoin, en collaboration avec le Ministre ou son délégué.

Le soutien est assuré par un formateur ou un membre du personnel psycho-social et d'insertion, sauf pour le soutien technique, qui est assuré par un formateur dans la finalité concernée.

Section 3. — Phase de validation de projet d'insertion socioprofessionnelle

Art. 36. Si la demande porte sur un projet de formation défini, le Ministre ou son délégué délivre au bénéficiaire la décision visée à l'article 28 lui permettant d'intégrer la phase de validation de projet d'insertion socioprofessionnelle.

La phase de validation de projet ne peut pas excéder la durée de 152 heures.

Art. 37. Au plus tard le jour de son entrée dans le centre, le bénéficiaire conclut avec celui-ci le contrat visé à l'article 43.

Art. 38. Durant la phase, le centre :

1° procède au test d'aptitudes visé à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2° ;

2° statue sur l'appartenance de la personne au public cible, pour l'un des motifs visés à l'article 32.

En cas d'échec du stagiaire au test d'aptitudes, le centre informe les services du Gouvernement de la fin du contrat et tient à sa disposition les conclusions du test ainsi que, le cas échéant, un descriptif de la réorientation vers un autre opérateur.

Le cas échéant, le centre conclut avec le stagiaire un contrat de détermination de projet d'insertion socioprofessionnelle, déduction faite du nombre d'heures consommées lors de l'exécution du contrat dans la phase de validation de projet.

Art. 39. En cas de réussite du stagiaire au test d'aptitudes, le centre conclut avec le stagiaire un contrat de formation qualifiante.

La phase de formation qualifiante ne peut pas excéder la durée de 5.472 heures.

Section 4. — Phase de suivi post-formatif

Art. 40. Le suivi post-formatif peut être assuré au besoin en collaboration avec d'autres dispensateurs de services, notamment toute institution ou toute collectivité locale favorisant le soutien à la recherche d'emploi et le maintien dans l'emploi.

Le suivi post-formatif est assuré jusqu'à l'échéance d'une période de deux ans au maximum à compter de la sortie effective du centre, du stagiaire disposant d'un pronostic favorable d'insertion socioprofessionnelle, sauf si celui-ci y renonce expressément, en cas de force majeure ainsi qu'en cas de prise en charge par un autre intervenant.

Au terme du suivi, le centre tient à la disposition des services du Gouvernement le descriptif des actions visant la recherche, l'obtention ou le maintien en emploi.

Section 5. — Informations relatives au stagiaire et examen du service de prévention et de protection au travail

Art. 41. Les services du Gouvernement transmettent au centre, tout au long du parcours d'insertion socioprofessionnelle, les informations éventuelles dont ils disposent, concernant le stagiaire.

Art. 42. Préalablement à une mise en situation de travail, le centre soumet le stagiaire à un examen du service de prévention et de protection au travail, aux fins de se prononcer sur d'éventuelles contre-indications médicales.

Section 6. — Contrat et obligations

Art. 43. Le contrat est conclu par écrit entre le centre et le stagiaire.

Le contrat est agréé par les services du Gouvernement. A défaut, le centre ne peut pas prétendre aux subsides visés aux articles 69 à 85.

Le contrat est établi en trois exemplaires originaux, dont un est remis à chacune des parties et un aux services du Gouvernement.

Art. 44. Le contrat contient :

1° l'identité ou la dénomination ainsi que le domicile ou le siège des parties ;

2° la date du début du contrat et sa durée ;

3° les obligations respectives des parties ;

4° les voies de recours dont dispose le stagiaire en cas de litige en matière d'exécution ou d'interprétation du contrat ;

5° la mention du soutien du Fonds social européen ;

6° en annexe, le plan d'action et ses actualisations.

Art. 45. Le centre s'engage à :

1° accompagner le stagiaire dans son processus d'insertion socioprofessionnelle ;

2° mettre à la disposition du stagiaire l'équipement nécessaire, notamment le matériel, l'outillage, les vêtements de travail et les accessoires de sécurité et de protection en ordre de marche et régulièrement entretenus ;

3° veiller à la bonne exécution du contrat, observer et évaluer la progression du parcours du stagiaire avec celui-ci et, le cas échéant, avec l'entreprise formatrice selon la fréquence indiquée dans le plan d'action ;

4° veiller à la santé et à la sécurité du stagiaire ;

5° s'abstenir d'imposer au stagiaire des tâches étrangères au processus d'insertion socioprofessionnelle ou présentant des dangers pour sa santé et sa sécurité ou interdites en vertu de la législation du travail ;

6° renseigner le stagiaire dans la déclaration immédiate de l'emploi DIMONA ;

7° calculer et payer au stagiaire les avantages pécuniaires visés à l'article 69, § 1^{er} ;

8° délivrer au stagiaire à la fin de son contrat une attestation mentionnant la durée et la nature de celui-ci ;

9° assurer un suivi post-formatif, dans les limites visées à l'article 40.

Art. 46. § 1^{er}. Le centre couvre le stagiaire contre les accidents du travail et sur le chemin du travail et conclut à cet effet une police d'assurance garantissant au stagiaire le droit aux mêmes avantages que ceux fixés par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

§ 2. Le centre assure le stagiaire en responsabilité civile tant pour les dégâts occasionnés aux machines et outils, que pour les accidents matériels ou corporels survenus à des tiers lors du processus d'insertion socioprofessionnelle.

§ 3. Les services du Gouvernement couvrent le stagiaire qui se trouve en entreprise formatrice, contre les accidents du travail et sur le chemin du travail et concluent à cet effet une police d'assurance conformément à la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

§ 4. Les services du Gouvernement assurent en responsabilité civile le stagiaire qui se trouve en entreprise formatrice, tant pour les dégâts occasionnés aux machines et outils, que pour les accidents matériels ou corporels survenus à des tiers.

Art. 47. Le stagiaire s'engage à :

- 1° se consacrer consciencieusement au déroulement de son processus d'insertion socioprofessionnelle ;
- 2° se conformer au règlement d'ordre intérieur et, le cas échéant, respecter le principe de confidentialité des informations auxquelles il a eu accès ;
- 3° respecter les consignes de sécurité et d'hygiène ;
- 4° agir conformément aux instructions qui lui sont données par le centre ou l'entreprise formatrice en vue de l'exécution du contrat ;
- 5° restituer en bon état les outils, l'équipement, le matériel et les matières premières non utilisées qui lui ont été confiés par le centre ;
- 6° participer à l'évaluation visée à l'article 45, 3°.

Art. 48. L'exécution du contrat est suspendue en cas d'impossibilité temporaire pour l'une des parties d'exécuter le contrat, entre autres en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie ou d'un accident, de congé de maternité, d'une mise à l'emploi temporaire ou d'une formation complémentaire suivie par le stagiaire auprès d'un autre opérateur de formation.

La suspension et la reprise de l'exécution du contrat sont signalées aux services du Gouvernement par le centre dans un délai de dix jours au maximum.

Art. 49. § 1^{er}. Sans préjudice des modes généraux d'extinction des obligations, le contrat prend fin, avant l'expiration du terme prévu moyennant l'information aux services du Gouvernement :

- 1° par la volonté des deux parties ;
- 2° par la notification au stagiaire de son échec au test d'aptitudes visé à l'article 38 ;
- 3° lorsqu'il existe un motif grave de rupture prévu aux articles 50 et 51 ;
- 4° lorsqu'une suspension de l'exécution du contrat dépasse une période continue de trois mois et que l'une des parties ne désire plus que le contrat se poursuive ;
- 5° par la volonté du centre, lorsque trois des évaluations visées à l'article 45, 3°, s'avèrent négatives ;
- 6° par la volonté du stagiaire, dans le cas où celui-ci débute une activité professionnelle dans le secteur privé, le secteur public ou en tant qu'indépendant ;
- 7° par la dissolution du centre ;
- 8° par la force majeure, lorsque celle-ci a pour effet de rendre définitivement impossible l'exécution du contrat.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 5°, le centre peut rompre le contrat moyennant un préavis de sept jours, notifié par envoi recommandé et prenant cours le lundi suivant la semaine pendant laquelle il a été donné.

§ 2. Toute rupture injustifiée peut entraîner la suspension du bénéfice des prestations visées au chapitre 5 à l'égard de la partie responsable de la rupture.

Art. 50. Sont constitutives de motif grave imputable au stagiaire, justifiant la résiliation de plein droit du contrat notifiée par envoi recommandé, les circonstances suivantes :

- 1° lorsqu'il se rend coupable d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves à l'égard du personnel du centre, de l'entreprise formatrice ou des autres stagiaires ;
- 2° lorsqu'il leur cause intentionnellement un préjudice matériel ou moral grave lors de l'exécution du contrat ;
- 3° lorsqu'il contrevient au principe de confidentialité des informations auxquelles il a éventuellement eu accès ;
- 4° en général, lorsqu'il manque gravement à ses obligations relatives au bon ordre, à la sécurité et à la discipline du centre ou de l'entreprise formatrice, ou à l'exécution du contrat ;
- 5° lorsque des absences injustifiées se répètent et dépassent quatorze jours cumulés ;
- 6° lorsque le stagiaire a produit de faux documents en vue de la conclusion du contrat.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 5°, la rupture du contrat peut uniquement être invoquée après un avertissement adressé par tout envoi conférant date certaine.

Art. 51. Sont constitutives de motif grave imputable au centre, justifiant la résiliation de plein droit du contrat, les circonstances suivantes :

- 1° lorsque le centre se rend coupable à l'égard du stagiaire d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves ;
- 2° lorsque le centre tolère de la part de toute personne intervenant dans le processus d'insertion socioprofessionnelle de semblables actes à l'égard du stagiaire ;
- 3° lorsque la moralité du stagiaire est mise en danger au cours du contrat ;
- 4° lorsque, au cours du contrat, la santé du stagiaire ou sa sécurité se trouvent exposées à des dangers qu'il ne pouvait pas prévoir au moment de la conclusion de celui-ci ;
- 5° en général, lorsque le centre manque gravement à ses obligations relatives à l'exécution du contrat.

CHAPITRE 5. — *Subventionnement des centres*

Section 1. — Conditions de subventionnement

Art. 52. § 1^{er}. Afin de pouvoir prétendre aux subsides visés à la section 2, les centres remplissent les conditions suivantes :

- 1° respecter les conditions d'agrément fixées par le présent arrêté ;
- 2° transmettre aux services du Gouvernement les données permettant de calculer les interventions visées à l'article 69, § 1^{er}, et ce, au plus tard pour la fin du mois suivant le trimestre concerné ;
- 3° en cas d'intervention financière de l'Union européenne, respecter les règles européennes en matière d'éligibilité des dépenses, de publicité, et de conservation et d'archivage des documents ;
- 4° transmettre aux services du Gouvernement :

- a) le dossier de solde financier à destination du Fonds social européen, complété conformément aux directives du Ministre ou de son délégué, au plus tard pour le 31 mars de l'année suivant chaque exercice de fonctionnement ;
- b) les comptes individuels annuels relatifs aux membres du personnel et aux stagiaires, au plus tard pour le 31 mars de l'année suivant l'exercice de fonctionnement ;
- c) les déclarations trimestrielles à l'Office national de Sécurité sociale et les rectificatifs éventuels relatifs aux membres du personnel, au plus tard pour le 31 mars de l'année suivant l'exercice de fonctionnement.

§ 2. Le Ministre ou son délégué peut suspendre le versement des subsides dès le trimestre qui suit celui au cours duquel a été constaté le non-respect des obligations visées au paragraphe 1^{er}.

Section 2. — Les subventions

Sous-section 1^{ère}. — Subsidés de fonctionnement

Art. 53. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie annuellement à chaque centre un subside de fonctionnement, correspondant au maximum au quota horaire qui lui est accordé en vertu de son agrément, multiplié par un taux de 13,31 euros par heure agréée.

§ 2. Le taux horaire est lié aux fluctuations de l'indice des prix et rattaché à l'indice pivot 1,2201 de janvier 2013, dont le coefficient est de 1,6084. Le montant est automatiquement ajusté le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique et ce, au prorata des mois concernés.

Art. 54. Un montant correspondant à septante pour cent au moins du subside annuel de fonctionnement est affecté aux charges du personnel occupé par le centre dans les liens d'un contrat de travail et aux honoraires versés aux prestataires extérieurs auxquels le centre fait éventuellement appel pour l'exécution de tâches administratives, comptables et d'entretien.

Art. 55. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le subside annuel de fonctionnement de chaque centre peut être adapté pour financer les augmentations dues à l'évolution de l'ancienneté pécuniaire de leur personnel d'encadrement, s'il apparaît, à l'issue de l'audit visé à l'article 89, que le subside annuel de fonctionnement relatif à l'exercice sur lequel porte le contrôle, a été insuffisant pour couvrir les dépenses nettes de fonctionnement hors charges et produits exceptionnels.

Le subside annuel de fonctionnement est adapté en le multipliant, d'une part, par le pourcentage des dépenses que le centre a affecté lors de l'exercice concerné au financement de la masse salariale sans pouvoir dépasser nonante pour cent du subside annuel de fonctionnement et, d'autre part, par le pourcentage d'évolution des barèmes bruts hors indexation des membres du personnel rémunéré du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'exercice concerné.

La masse salariale visée à l'alinéa 2 est composée des rémunérations brutes, des charges sociales, des primes de fin d'année et des pécules de vacances, déduction faite des aides à l'emploi dont bénéficie le centre.

Art. 56. Les charges financées au moyen du subside annuel de fonctionnement sont admises dans le respect de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Les charges du personnel occupé par le centre dans les liens d'un contrat de travail sont admissibles sur base des fonctions, profils, qualifications et échelons barémiques prévus par la convention collective de travail de la sous-commission paritaire 329.02 Secteur socio-culturel de la Région wallonne, en ce compris pour les agents en intégration professionnelle.

Art. 57. Les centres sont autorisés à utiliser, pour leur objet social, les recettes éventuelles liées à leurs activités de production, dans le respect de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Les recettes générées par l'activité de formation des centres, dont les subventions d'exploitation obtenues de pouvoirs publics, sont déduites des charges déclarées admissibles par le Ministre ou son délégué en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle lorsque les recettes couvrent les mêmes charges que celles prises en compte en vertu du présent arrêté.

Sous-section 2. — Subsidés non-marchands

Art. 58. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie aux centres un subside spécifique, en vertu de l'accord-cadre du 16 mai 2000 pour le secteur non-marchand wallon, afin d'assurer le financement de l'harmonisation barémique résultant dudit accord.

§ 2. Le Ministre répartit la subvention entre les centres, selon le tableau ci-après :

Centre	Subside (en euros)
Forma'rive	9.767,23
CRT	0,00
CERAT	12.937,16
CFRP	17.292,97
Mosan	17.958,27
Plope	16.443,10
La Canopée	2.335,33
Le Tilleul	6.105,72
Aurélié	8.548,16
Polybat	20.744,09
Camec	8.782,74
Espace Formation Emploi	9.333,39
Le Réseau	6.149,82
TOTAL	136.397,98

Les montants sont liés aux fluctuations de l'indice des prix et rattachés à l'indice pivot 0,9432 de juillet 2000, dont le coefficient est de 1,2434. Les montants sont automatiquement ajustés le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique et ce, au prorata des mois concernés.

§ 3. Le montant du subside spécifique reste inchangé d'année en année, sous réserve d'une éventuelle redistribution du subside à l'occasion d'un nouvel agrément ou d'une modification d'agrément.

Art. 59. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie, en vertu de l'accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2007-2009 conclu le 28 février 2007, un subside spécifique annuel aux centres relevant du secteur visé, au prorata de leur nombre d'heures agréées, afin d'assurer le financement d'une embauche compensatoire complémentaire ou d'un ou plusieurs compléments d'horaires, lié à l'attribution de jours de congé supplémentaires à leur personnel.

§ 2. Le montant annuel du subside visé au paragraphe 1^{er} s'élève à 80.114,05 euros et se décompose comme suit :

1° un montant de 42.568,68 euros, lié aux fluctuations de l'indice des prix et rattaché à l'indice pivot 1,0834 de décembre 2007, dont le coefficient est de 1,4002 ;

2° un montant de 37.545,37 euros lié aux fluctuations de l'indice des prix et rattaché à l'indice pivot 1,1272 d'août 2008, dont le coefficient est de 1,4860.

Les montants visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, sont automatiquement ajustés le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique et ce, au prorata des mois concernés.

§ 3. Si l'intégralité du volume horaire visé à l'annexe 2 n'est pas attribuée, la partie du montant annuel global visé au paragraphe 2 afférente aux heures disponibles est réservée pour les centres auxquels sont attribuées les heures agréées.

§ 4. Les centres peuvent globaliser les subventions allouées, de manière à disposer d'un temps de travail suffisant pour recruter du personnel affecté à l'un de ces centres ou assumant une fonction commune à l'ensemble des centres ayant accès à la globalisation.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, les centres concernés concluent une convention de cession de la subvention. Celle-ci est transmise pour approbation préalable au Ministre par le centre bénéficiaire et jointe au dossier justificatif de l'utilisation de la subvention.

Art. 60. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie, en vertu de l'accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2007-2009 conclu le 28 février 2007, un subside spécifique annuel afin de prendre en charge le financement des primes syndicales des travailleurs des centres de formation professionnelle bénéficiant d'emplois subventionnés, en ce compris les emplois APE, PTP et Maribel.

Pour les travailleurs bénéficiant déjà d'une prime syndicale, le subside est limité au différentiel entre la prime préexistante et la prime accordée aux travailleurs de la fonction publique, majorée de deux euros de frais de gestion.

§ 2. Le subside annuel s'élève à 2.883,12 euros.

§ 3. Le subside est versé à l'ASBL "Fonds intersyndical des Secteurs de la Région wallonne".

§ 4. Préalablement au versement du subside, les services du Gouvernement vérifient le paiement des primes par le Fonds, sur base d'une déclaration de créance accompagnée de la copie des virements bancaires.

La déclaration de créance et ses annexes parviennent aux services du Gouvernement avant le 1^{er} septembre de chaque année, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 61. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie aux centres, en vertu de l'accord-cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011 signé le 24 février 2011, une subvention complémentaire pour la formation de leurs travailleurs.

La subvention est affectée :

1° à la formation qualifiante, classifiante et certifiante ;

2° à la formation continuée au regard de la fonction exercée.

§ 2. La subvention s'élève à 6.201 euros.

Le montant est lié aux fluctuations de l'indice des prix et est rattaché à l'indice-pivot 114,97 d'avril 2011, dont le coefficient est de 1,5157. Le montant est automatiquement ajusté le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique et ce, au prorata des mois concernés.

Le montant à verser à chaque centre est déterminé en fonction de son nombre d'heures agréées.

§ 3. La formation visée au paragraphe 1^{er} fait partie du plan de formation visé à l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 15°.

Les centres veillent au remplacement du travailleur en formation.

Art. 62. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie aux centres, en vertu de l'accord-cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011 signé le 24 février 2011, une subvention complémentaire en vue d'accorder à leurs travailleurs un complément de prime de fin d'année, charges patronales incluses.

La subvention s'élève à 23.992 euros.

Le montant est lié aux fluctuations de l'indice des prix et est rattaché à l'indice-pivot 114,97 d'avril 2011, dont le coefficient est de 1,5157. Le montant est automatiquement ajusté le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique et ce, au prorata des mois concernés.

La répartition du montant à verser à chaque centre est déterminée en fonction du nombre de travailleurs équivalents temps plein de chaque centre, arrêté au 31 décembre de l'exercice précédent.

Sous-section 3. — Subsidés à l'infrastructure

Art. 63. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le Ministre octroie annuellement à chaque centre un subside à l'infrastructure, correspondant au maximum au quota horaire qui lui est accordé en vertu de son agrément, multiplié par un taux de 0,26 euro par heure agréée. Ce taux est lié aux fluctuations de l'indice des prix et rattaché à l'indice pivot 1,2201 de janvier 2013, dont le coefficient est de 1,6084. Le montant est automatiquement ajusté le 1^{er} janvier de l'année suivante.

Art. 64. Le subside correspond à quatre-vingts pour cent du montant de l'investissement.

Art. 65. Dans le courant du premier trimestre de chaque exercice, les services du Gouvernement procèdent à la liquidation du montant annuel maximum sur un compte financier ouvert par le centre et destiné uniquement aux opérations relatives aux investissements subsidiés en vertu du présent chapitre.

Art. 66. Le centre qui n'utilise pas l'intégralité du montant annuel maximum liquidé pour un exercice peut en reporter le solde sur les exercices postérieurs, malgré le subside auquel il peut prétendre pour les exercices postérieurs.

Art. 67. § 1^{er}. A l'échéance de chaque période de cinq ans, le Ministre ou son délégué procède à la récupération éventuelle du solde du compte visé à l'article 65.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'échéance de la première période est fixée au 31 décembre 2027.

§ 2. Toutefois, n'est pas récupéré le montant du subside relatif à un investissement qui n'est pas réalisé à l'échéance de la période visée au paragraphe 1^{er}, pour une cause étrangère au centre. Le centre en apporte la preuve avant l'expiration de la cinquième année.

Si l'investissement n'est toujours pas réalisé au cours de l'année suivante, la récupération du montant a lieu au terme de celle-ci.

§ 3. Les intérêts annuels générés par le compte visé à l'article 65 sont déduits des charges déclarées admissibles en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle.

Art. 68. § 1^{er}. Le centre ne peut pas, sans autorisation préalable du Ministre ou de son délégué, procéder à la désaffectation ou modifier l'affectation des biens subsidiés pendant la durée de leur amortissement, auquel cas il rembourse la totalité du subside perçu.

§ 2. En cas de désaffectation ou de modification d'affectation autorisée d'un bien subsidié, le centre rembourse aux services du Gouvernement la partie non amortie ou, en cas de vente, quatre-vingts pour cent du prix de vente avec, au maximum, le montant du subside perçu et, au minimum, la partie non amortie de celui-ci.

§ 3. Le centre ne procède pas au remboursement visé au paragraphe 2 si le montant correspondant est réaffecté au financement d'un investissement de même nature ou d'un investissement qui s'inscrit dans le cadre d'un redéploiement, d'une reconversion ou d'une restructuration du centre.

L'investissement visé à l'alinéa 1^{er} est soumis à l'application des dispositions du présent chapitre.

§ 4. La réaffectation du montant visé au paragraphe 3 intervient dans le délai d'un an à compter de la date de la désaffectation ou de la modification d'affectation visée au paragraphe 2.

Le délai peut être prolongé sur base d'une demande motivée du centre.

Sous-section 4. — Intervention financière au bénéfice du stagiaire

Art. 69. § 1^{er}. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le centre paie au stagiaire durant son processus d'insertion socioprofessionnelle, les interventions suivantes :

- 1° les indemnités horaires visées à l'article 70 ;
- 2° les frais de déplacement et de séjour visés aux articles 74 à 83 ;
- 3° les frais de garderie scolaire et de milieu d'accueil visés à l'article 84.

§ 2. Les personnes en soutien dans l'emploi visées à l'article 1146/9, 1^o, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ne prétendent pas aux interventions visées au paragraphe 1^{er}.

Art. 70. Les indemnités horaires s'élèvent à :

- 1° 2,07 euros si le stagiaire bénéficie d'une des interventions légales ou réglementaires visées à l'article 71 ;
- 2° 4,86 euros si le stagiaire ne bénéficie pas d'une des interventions légales ou réglementaires visées à l'article 71.

Les montants sont liés aux fluctuations de l'indice des prix et sont rattachés à l'indice-pivot 1,2201 de janvier 2013, dont le coefficient est de 1,6084. Les montants sont automatiquement ajustés le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique et ce, au prorata des mois concernés.

Art. 71. § 1^{er}. Les interventions légales et réglementaires visées à l'article 70 sont :

- 1° les pensions, ainsi que tous les avantages en tenant lieu ou leur étant accordés en complément :
 - a) soit par ou en vertu d'une loi belge ou étrangère ;
 - b) soit par un pouvoir public ou par un organisme d'intérêt public ;
- 2° les indemnités, allocations et rentes viagères octroyées aux victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, en application de la législation relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail ou en application de la législation relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci ;
- 3° les indemnités allouées à une personne en situation de handicap victime d'un accident, en application des articles 1382 et suivants du Code civil, ou en application de toute autre législation étrangère analogue ;
- 4° les indemnités d'incapacité de travail octroyées en application de la législation relative à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité ;
- 5° les allocations de chômage octroyées en application de la réglementation relative à l'emploi et au chômage ;
- 6° les allocations de remplacement de revenus octroyées en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, ou les allocations ordinaires ou spéciales octroyées en application de l'arrêté royal du 17 novembre 1969 portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés ;
- 7° les revenus professionnels imposables.

Lorsque l'intervention visée à l'alinéa 1^{er}, 2^o, est liquidée sous forme de capital ou de valeur de rachat, les dispositions figurant à l'article 30 de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration sont appliquées.

§ 2. Il n'est en aucun cas tenu compte des interventions légales ou réglementaires octroyées au titre d'allocations familiales, d'allocations d'intégration en application de la loi du 27 février 1987 précitée, d'allocation pour l'aide d'une tierce personne en application de l'arrêté royal du 17 novembre 1969 portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés, ou d'allocation forfaitaire pour l'aide d'une tierce personne en application de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Art. 72. Le centre paie les indemnités prévues à l'article 70 à intervalles réguliers, dont la durée ne peut pas excéder un mois.

Art. 73. L'intervention dans ses frais de déplacement, ses frais de séjour et ses frais de garderie et de crèche, est accordée au stagiaire conformément au point A de la présente sous-section.

A. Frais exposés dans le cadre du processus d'insertion socioprofessionnelle

A.1. Principes généraux

Art. 74. Le remboursement des frais de déplacement et celui des frais de séjour ne peuvent être cumulés pour une même journée.

Toutefois, le stagiaire qui séjourne sur le lieu de son processus d'insertion socioprofessionnelle peut obtenir, en plus du remboursement de ses frais de séjour, le remboursement d'un déplacement aller et retour par semaine, dans les conditions prévues au point A.2. de la présente sous-section.

Art. 75. Les montants des remboursements des frais de déplacement, de séjour et de garderie et de crèche tels qu'ils sont établis en application des points A.2., A.3. et A.4. de la présente sous-section sont, dans tous les cas, réduits des montants des autres interventions légales ou réglementaires dont le stagiaire pourrait bénéficier en la matière.

Art. 76. Le stagiaire peut être tenu de produire les pièces justifiant la réalité des débours invoquées par lui.

A.2. Frais de déplacement

Art. 77. Le remboursement des frais de déplacement exposés par les stagiaires n'est accordé que pour la partie des frais de déplacement journalier, aller et retour, qui dépasse 0,50 euro.

Pour les déplacements effectués par un moyen de transport en commun, l'intervention se calcule en fonction de la distance et suivant le tarif kilométrique appliqué par la Société nationale des Chemins de fer belges pour les parcours en 2e classe, sans toutefois qu'elle puisse excéder le coût du titre de transport le plus avantageux par le moyen de transport en commun le moins onéreux qui relie la résidence effective du stagiaire au lieu fixé pour sa formation, réadaptation ou rééducation professionnelle.

Art. 78. Lorsque le titre de transport le plus avantageux est un abonnement, la partie du coût de cet abonnement afférente aux journées pendant lesquelles le stagiaire ne s'est pas déplacé, n'est remboursée, dans les conditions fixées à l'article 77, que si l'absence est dûment justifiée et pour autant que l'intéressé ne puisse en obtenir le remboursement auprès de la société de transport concernée.

Art. 79. § 1^{er}. Les déplacements du stagiaire par un moyen de transport individuel ne peuvent donner lieu à une intervention qu'à condition qu'un médecin ait reconnu qu'en raison de la nature ou de la gravité de son handicap, les déplacements par un moyen de transport en commun sont impossibles ou présentent de graves inconvénients.

§ 2. Pour les déplacements effectués par un moyen de transport individuel motorisé autre qu'un taxi, l'intervention se calcule conformément à l'article 531 du Code de la fonction publique wallonne.

Lorsque le stagiaire est véhiculé par une tierce personne, les frais de déplacement exposés par cette tierce personne pour rejoindre le lieu de départ et aller rechercher le stagiaire peuvent être pris en considération dans les mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Pour les déplacements effectués en taxi ou en transport collectif adapté, l'intervention est égale au montant du prix réclamé au stagiaire pour la course.

§ 4. Pour les déplacements effectués au moyen d'un transport individuel non motorisé, l'indemnité kilométrique est fixée conformément à l'article 531 du Code de la fonction publique wallonne.

Art. 80. Le montant journalier du remboursement des frais de déplacement ne peut en aucun cas être supérieur au montant journalier maximum du remboursement des frais de séjour, fixé à l'article 82.

A.3. Frais de séjour

Art. 81. Le stagiaire peut obtenir le remboursement de ses frais de séjour lorsqu'il satisfait à une des conditions suivantes :

1° devoir s'absenter de son foyer plus de treize heures par jour ;

2° éprouver de sérieuses difficultés de déplacement en raison de la nature ou de la gravité du handicap ;

3° être obligé de séjourner en raison des conditions ou de l'organisation de son processus d'insertion socioprofessionnelle ;

4° se trouver dans des circonstances telles que les frais journaliers de déplacement calculés conformément au point A.2. de la présente sous-section dépasseraient le montant journalier maximum de remboursement des frais de séjour prévu à l'article 82.

Art. 82. § 1^{er}. Le montant maximum du remboursement des frais de séjour exposés par les personnes en situation de handicap est fixé à 3,68 euros par jour.

§ 2. Ce montant est lié à l'indice-pivot 114,20 et s'adapte conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs indépendants.

Art. 83. Le remboursement des frais de séjour n'est accordé que pour les journées et demi-journées effectives de formation, réadaptation ou rééducation professionnelle avec un maximum de six jours par semaine.

Cependant, lorsque le stagiaire a engagé des dépenses en vue d'un séjour d'une durée déterminée, il peut obtenir le remboursement des frais exposés pour les journées et demi-journées pendant lesquelles il n'a pas effectivement séjourné, à condition :

- 1° que l'absence soit dûment justifiée ;
- 2° qu'il ait pris toutes mesures utiles pour réduire les frais au strict minimum ;
- 3° qu'il ne puisse en obtenir le remboursement auprès de l'établissement où il séjourne.

A.4. Frais de garderie et de crèche

Art. 84. L'intervention dans ses frais de garderie scolaire et de milieu d'accueil agréé ou autorisé par l'Office de la Naissance et de l'Enfance est accordée au stagiaire, à concurrence des montants maxima suivants :

- 1° un montant de 2 euros pour frais de garderie scolaire par enfant par jour ;
- 2° un montant de 4 euros pour frais de milieu d'accueil par enfant par jour.

Art. 85. Le centre paie pour l'ensemble des stagiaires :

- 1° la prime relative à l'assurance légale contre les accidents du travail et sur le chemin du travail ;
- 2° les frais inhérents à la prévention et la protection au travail.

Sous-section 6. — Liquidation des subventions et contrôle de leur bonne utilisation

Art. 86. Les services du Gouvernement liquident au début de chaque trimestre vingt-cinq pour cent du montant annuel des subsides visés à l'article 53.

Art. 87. § 1^{er}. Les services du Gouvernement liquident au début de chaque trimestre vingt-cinq pour cent du montant annuel des subsides suivants et procèdent aux régularisations durant le trimestre suivant sur base des états de prestations du trimestre concerné :

- 1° les indemnités visées à l'article 70 ;
- 2° les frais de déplacement et de séjour visés aux articles 74 à 83.

§ 2. Les services du Gouvernement remboursent au centre :

- 1° les frais de garderie scolaire et de milieu d'accueil visés à l'article 84 ;
- 2° les frais visés à l'article 85.

§ 3. Les services du Gouvernement prennent en charge les frais visés aux paragraphes 1^{er} et 2 sur base de documents justificatifs dont ils définissent la teneur.

Art. 88. Lorsque le processus d'insertion socioprofessionnelle du stagiaire correspond à un programme de réadaptation professionnelle décidé par la Commission supérieure du Conseil médical de l'invalidité du Service des indemnités de l'INAMI ou mis en œuvre dans le cadre de la convention de collaboration entre l'INAMI, les organismes assureurs et le FOREM, le stagiaire ne peut pas prétendre aux avantages visés à l'article 69, § 1^{er}.

Toutefois, dans l'hypothèse où le stagiaire peut prétendre à une intervention dans ses frais de déplacement au moyen d'un véhicule privé pour raison médicale, les services du Gouvernement prennent en charge la différence positive entre son intervention théorique et celle de l'INAMI.

Art. 89. § 1^{er}. Chaque année, les services du Gouvernement procèdent à un audit sur la régularité des comptes et la performance financière des centres, ainsi qu'à un contrôle de la bonne utilisation des subsides qui leur ont été alloués en vertu du présent arrêté.

Les services du Gouvernement transmettent au centre un rapport circonstancié.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le contrôle de l'utilisation des subsides à l'infrastructure s'effectue au terme de chaque période de cinq ans, à l'exception de la première période dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2017.

§ 3. Le Ministre ou son délégué récupère annuellement la partie des subsides éventuellement non consommée, sauf en ce qui concerne les subsides à l'infrastructure, conformément à l'article 67.

CHAPITRE 6. — Contrôle et évaluation

Art. 90. § 1^{er}. Les services du Gouvernement et le Département de l'Inspection procèdent aux missions de contrôle et d'évaluation.

Ils les mettent en œuvre dans le cadre d'une évaluation par période de six ans à l'issue de laquelle ils :

- 1° évaluent la qualité des prestations offertes aux usagers ;
- 2° évaluent la conformité aux normes réglementaires prévues par le présent arrêté.

La date de départ de cette évaluation sexennale correspond à la date anniversaire de l'agrément.

§ 2. Les services du Gouvernement mettent en outre en œuvre une évaluation financière annuelle à l'issue de laquelle ils établissent des conclusions relatives au contrôle de l'utilisation des subventions octroyées pour chaque exercice comptable.

Art. 91. Six mois avant l'évaluation sexennale visée à l'article 90, § 1^{er}, sans préjudice de l'article 13 du décret, les centres transmettent aux services du Gouvernement les documents figurant en annexe 1.

Art. 92. Les services du Gouvernement sont chargés :

- 1° de procéder à l'évaluation visée à l'article 90, § 1^{er}.
- 2° de favoriser l'émergence d'une culture pédagogique spécifique à la personne en situation de handicap et commune à l'ensemble des centres ;
- 3° de coordonner l'action des différents coordinateurs pédagogiques des centres.

Art. 93. Les services du Gouvernement réalisent, tous les six ans, une évaluation portant sur l'application du présent chapitre.

Art. 94. § 1^{er}. En exécution de l'article 13 du décret, les centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adapté agréés qui font l'objet d'un contrôle peuvent être sélectionnés selon une méthodologie adaptée à la stratégie de contrôle déterminée par le Département de l'Inspection, notamment sur base d'une analyse de risques.

§ 2. Le contrôle a notamment pour objet de vérifier l'éligibilité des stagiaires accueillis par le centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle adapté et la réalité du nombre d'heures de formation suivies par les stagiaires éligibles, et plus généralement le respect des conditions fixées par la législation ainsi que par l'arrêté d'agrément. Ce contrôle peut s'exercer notamment sur base de l'analyse d'échantillons de référence extrapolables de stagiaires et d'heures, dont les résultats de l'analyse seront extrapolés à l'ensemble de la population de référence ou strate de référence dont émanent ces échantillons.

Art. 95. § 1^{er}. Dans les centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adapté accueillant moins de cinquante stagiaires, l'inspecteur peut contrôler l'éligibilité des stagiaires de manière exhaustive.

Au-delà de ce seuil, l'inspecteur peut contrôler un pourcentage de dossiers individuels de stagiaires avec un minimum de dossiers à contrôler selon le nombre de stagiaires accueillis par le centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle adapté.

§ 2. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence inférieur à vingt pourcents du nombre d'éléments contrôlés, l'inspecteur peut :

- 1° proposer la récupération liée aux seules irrégularités constatées et mettre fin au contrôle ;
- 2° continuer le contrôle en motivant dans son rapport les raisons justifiant cette décision.

§ 3. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence supérieur à vingt pourcents du nombre d'éléments contrôlés, l'inspecteur peut :

1° examiner un second échantillon de référence, stratifié ou non. Dans ce cas, l'inspecteur propose une récupération liée aux seules irrégularités constatées dans les deux échantillons de référence ;

2° au besoin, réorienter ses recherches et sélectionner de nouveaux aspects ou critères à analyser en fonction des critères retenus ;

3° constituer un échantillon de référence extrapolable, stratifié ou non au sein de la population de référence ou de la strate de référence examinée, qui permet d'obtenir un intervalle de confiance à nonante-cinq pourcents ou plus autour de la valeur d'échantillonnage, d'une taille maximale de dix points de pourcentage.

§ 4. Si l'examen du premier échantillon de référence laisse apparaître plus de quatre-vingt pourcents d'irrégularités, l'inspecteur détermine un échantillon extrapolable, et le pourcentage d'irrégularités constatées est extrapolé à l'ensemble de la population de référence ou strate de référence.

Art. 96. § 1^{er}. L'inspecteur vérifie ensuite la validité des heures de formation suivies par les stagiaires. Afin d'analyser les heures effectivement suivies, l'inspecteur sélectionne une période de deux semaines ne comptant pas de jours de fermeture du centre.

§ 2. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence inférieur à vingt pourcents des heures contrôlées, l'inspecteur peut :

- 1° proposer la récupération liée aux seules irrégularités constatées et mettre fin au contrôle ;
- 2° continuer le contrôle en motivant dans son rapport les raisons justifiant cette décision.

§ 3. En cas de constat d'un pourcentage d'irrégularités dans l'échantillon de référence supérieur à vingt pourcents du nombre d'heures contrôlées, l'inspecteur peut :

1° examiner des heures suivies au cours de deux autres semaines de l'année, hors congés scolaires. Dans ce cas, l'inspecteur propose une récupération liée aux seules irrégularités constatées dans les deux échantillons de référence ;

2° constituer un échantillon de référence extrapolable, stratifié ou non d'heures de formation suivies par les stagiaires qui constituent l'échantillon de référence, qui permet d'obtenir un intervalle de confiance à nonante-cinq pourcents ou plus autour de la valeur d'échantillonnage, d'une taille maximale de dix points de pourcentage.

§ 4. Si l'examen du premier échantillon de référence laisse apparaître plus de quatre-vingt pourcents d'irrégularités, l'inspecteur détermine un échantillon de référence extrapolable, et le pourcentage d'irrégularités constatées est extrapolé à l'ensemble de la population de référence ou strate de référence.

Art. 97. Sans préjudice des récupérations proposées sur base des constats non extrapolables, en cas de recours à un échantillon extrapolable, l'inspecteur propose la récupération d'un montant de la subvention calculé sur base du pourcentage de la borne inférieure de l'intervalle de confiance, extrapolé à la subvention relative à la population de référence ou la strate de référence examinée.

Art. 98. Lorsqu'il recourt à la méthode d'extrapolation, l'inspecteur décrit la méthodologie utilisée dans son rapport et y précise l'intervalle de confiance et la taille de l'intervalle de confiance.

Art. 99. Conformément à l'article 37 du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la reconversion et au recyclage professionnels ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations, le centre peut renverser la présomption découlant de l'extrapolation visée aux articles 94, 95, 96 et 97 en établissant la validité de tout ou partie du pourcentage de la subvention incriminé.

CHAPITRE 7. — *Traitement des données à caractère personnel*

Art. 100. Les catégories de données à caractère personnel visées à l'article 19, § 2, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, du décret sont composées comme suit :

- 1° les données d'identification personnelles de la personne en situation de handicap :
 - a) le numéro de téléphone ;
 - b) le numéro de fax ;
 - c) l'adresse mail ;
- 2° les données relatives au parcours formatif de la personne en situation de handicap :
 - a) la dénomination du centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle ;
 - b) l'adresse du centre visé au a) ;

- c) l'identité de la personne référente du demandeur ;
- d) le numéro de téléphone et de fax du centre et de la personne référente ;
- e) l'adresse mail du centre et de la personne référente ;
- f) la phase du projet d'insertion socio-professionnelle, le contrat et programme dans le cadre desquels la demande s'inscrit ;
- g) le parcours scolaire et formatif ;
- h) l'éventuel parcours professionnel ;
- i) le statut professionnel actuel.

Relève également de la catégorie des données d'identification personnelles de la personne en situation de handicap visée à l'alinéa 1^{er}, 1^o, la procuration donnée par la personne en situation de handicap.

CHAPITRE 8. — *Transfert de personnel*

Art. 101. § 1^{er}. Pour l'application du présent chapitre, l'on entend par :

1^o le membre du personnel : l'agent, le stagiaire ou le membre du personnel contractuel du service d'origine, à l'exception du membre du personnel bénéficiant d'un contrat de remplacement ;

2^o les organismes : les organismes d'intérêt public auxquels est applicable le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne ;

3^o le service d'origine : les services du Gouvernement ou l'organisme auquel le membre du personnel transféré était affecté au moment du transfert.

§ 2. Pour l'application du paragraphe 1^{er} :

1^o le stagiaire est considéré comme titulaire du grade pour lequel il s'est porté candidat ;

2^o le membre du personnel engagé par contrat de travail est censé être titulaire du grade correspondant à l'emploi pour lequel il a été engagé ou, en cas de silence du contrat, du grade auquel est liée l'échelle de traitement dans laquelle la rémunération est fixée.

Art. 102. § 1^{er}. Le projet de transfert est porté à la connaissance des membres du personnel de l'AVIQ par un ordre de service qui les invite à faire savoir par écrit, dans les trente jours, s'ils souhaitent être transférés au sein des services du Gouvernement wallon, au Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche, dans un des emplois énumérés dans l'ordre de service.

§ 2. À l'issue de la procédure gérée par l'AVIQ et le Service public de Wallonie, si certains emplois restent inoccupés, l'ordre de service reprenant ces emplois est porté à la connaissance des membres du personnel de l'ensemble des services du Gouvernement et des organismes.

§ 3. Pour l'octroi de chaque emploi, un classement est établi par le Gouvernement entre les personnes désirant être transférées sur la base de l'ordre suivant :

1^o le ou les membres du personnel de l'AVIQ ;

2^o le ou les membres du personnel des services du Gouvernement ou les membres du personnel des organismes.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa 1^{er}, les membres du personnel qui souhaitent être transférés et qui possèdent les titres et la qualification requis pour l'emploi considéré, sont classés dans l'ordre suivant :

1^o les agents ;

2^o les stagiaires ;

3^o les membres du personnel contractuel.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa deux, les membres du personnel sont classés comme suit :

1^o le membre du personnel possédant la plus grande ancienneté de grade ;

2^o à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande ;

3^o à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Le critère de l'ancienneté de grade n'est pas appliqué au membre du personnel contractuel.

Art. 103. Le membre du personnel est transféré, nominativement, par un arrêté du Gouvernement wallon.

Le transfert ne constitue pas une nouvelle nomination.

Art. 104. § 1^{er}. Le membre du personnel transféré conserve sa qualité, son grade, ses anciennetés administratives et pécuniaire.

Sans préjudice du paragraphe 2, il conserve les allocations, les indemnités, les primes et les autres avantages dont il bénéficiait dans son service d'origine, conformément à la réglementation qui lui était applicable et à partir de la date à laquelle le droit est acquis.

Il conserve les avantages liés à une fonction si les conditions de leur octroi subsistent dans les services du Gouvernement.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel exerce une fonction supérieure dans le service d'origine, il est uniquement tenu compte pour son transfert de son grade statutaire.

§ 3. Le membre du personnel transféré conserve la dernière évaluation qui lui a été attribuée.

Cette évaluation demeure valable jusqu'à l'attribution d'une nouvelle évaluation.

Si, à la date de son transfert, le membre du personnel a introduit un recours contre une mention qui lui a été attribuée, cette procédure est poursuivie dans le service d'origine.

§ 4. Le membre du personnel lauréat dans son service d'origine d'un concours d'accession à un niveau supérieur, conserve, dans les services du Gouvernement, le bénéfice de la réussite de ce concours.

Le membre du personnel garde le bénéfice de tous les brevets ou épreuve de carrière visés par le Code de la Fonction publique wallonne acquis lors de sa carrière.

CHAPITRE 9. — *Dispositions modificatives et finales*

Art. 105. Dans le cadre de l'évaluation visée aux articles 22 à 25, il n'est pas tenu compte des années 2020 à 2023.

Les centres agréés à durée indéterminée à l'entrée en vigueur du présent arrêté transmettent les documents visés à l'article 13, § 1^{er}, aux services du Gouvernement au plus tard le 31 mars 2028.

Art. 106. Dans le Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé, les modifications suivantes sont apportées :

1° le Titre IX, chapitre III, intitulé " Centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle Adaptés », comprenant les articles 905 à 920 est abrogé ;

2° les annexes 90, 91 et 92 sont abrogées.

Art. 107. Dans l'article 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 avril 2019 relatif aux dépenses éligibles dans le cadre de subventions octroyées dans le domaine de l'Emploi et de la Formation professionnelle, les mots " à l'article 127, § 1^{er} » sont remplacés par les mots " aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er} ».

Art. 108. L'article 2/1, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété par le 6° rédigé comme suit :

" 6° du décret du 24 janvier 2024 relatif aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés et modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la santé, le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et le Code judiciaire. ».

Art. 109. Entrent en vigueur le 1^{er} juillet 2024 :

1° le décret du 24 janvier 2024 relatif aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés et modifiant le Code wallon de l'action sociale et de la santé, le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et le Code judiciaire, à l'exception de l'article 24 du même décret qui entre en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* ;

2° le présent arrêté, à l'exception des articles 101 à 104 qui entrent en vigueur le jour de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 110. Le Ministre qui a la formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 29 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Annexe 1. Liste des documents visés à l'article 91

Liste des documents

1. Les modifications aux statuts publiées ou déposées au greffe depuis les 5 dernières années
2. La liste des membres du CA en cas de changement
3. La liste des membres de l'AG en cas de changement
4. Projet pédagogique visé à l'article 16
5. Dernier rapport d'activités en date
6. Règlement d'ordre intérieur
7. Rapport du Service d'Incendie valable
8. Si changement de direction : Diplôme, Délégation de pouvoir écrite, Attestation d'expérience.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 février 2024 portant exécution du décret du 24 janvier 2024 relatif aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés et modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et le Code judiciaire.

Namur, le 29 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Annexe 2. Quotas horaires agréés visés à l'article 6

CFP	Volume horaire
Forma'rive	69.003
Centre de réadaptation au travail	91.533
Cerat	53.137
Cfrp-Prorienta	86.790
Mosan	43.703
Le Plope	99.657
La Canopée	40.000
Le Tilleul	52.394
Aurelie	59.358
Polybat	64.398
Camec	41.654
Espace Formation Emploi	53.705
Le Réseau	68.026
	823.358

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 février 2024 portant exécution du décret du 24 janvier 2024 relatif aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés et modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi et le Code judiciaire.

Namur, le 29 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale
et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2024/005106]

29 FEBRUARI 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 25 januari 2024 betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling en tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en het Gerechtelijk Wetboek

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 20;

Gelet op het decreet van 25 januari 2024 betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling en tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op de artikelen 2 tot 14, 19, 24 en 26;

Gelet op het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 17 juli 2023;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2023;

Gelet op het rapport van 20 juli 2023 opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 18 juli 2023;

Gelet op advies nr. 1555 van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 25 september 2023;

Gelet op het advies van het beheerscomité van de "Forem", gegeven op 10 oktober 2023;

Gelet op onderhandelingsprotocol nr. 855 van Sectorcomité XVI, opgesteld op 10 november 2023;

Gelet op advies nr. 65/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 19 januari 2024;

Gelet op de aanvraag om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 26 januari 2024 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.453/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 26 januari 2024 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder:

1° aangepast centrum voor opleiding en socioprofessionele inschakeling: het gespecialiseerd centrum voor beroepsopleiding en -revalidatie bedoeld in artikel 8 van het decreet en hierna "het centrum" genoemd;

2° doelgroep: de begunstigden bedoeld in artikel 5 van het decreet, die geen toegang hebben tot het dienstenaanbod van de opleidingsoperatoren dat voor de gezamenlijke bevolking bestemd is, omdat het niet of minder aangepast is;

3° stagiair: de begunstigde die deel uitmaakt van de doelgroep en een overeenkomst met het centrum gesloten heeft;

4° socioprofessioneel inschakelingsproces: de begeleiding van de stagiair bij het vinden of behouden van een baan;

5° tewerkstelling: elke activiteit die wordt uitgeoefend op basis van een arbeidscontract, een openbaar statuut of een statuut als zelfstandige, binnen een periode van twee jaar na het verlaten van het centrum;

6° overeenkomst: de overeenkomst inzake opleiding en socioprofessionele inschakeling waarbij de rechten en plichten van het centrum en van de stagiair geformaliseerd worden in het kader van het socioprofessioneel inschakelingsproces;

7° alternerende opleiding: elke actie tot combinatie van een praktische en een theoretische opleiding waardoor één of meerdere opleidingsoperatoren en één of meerdere gewone ondernemingen of ondernemingen voor aangepast werk uit de privé of openbare sector betrokken kunnen worden bij de uitvoering van het socioprofessioneel inschakelingsproces, met als doel de aanpassing aan het arbeidsmilieu, de uitvoering van een programma inzake kwalificerende opleiding of een periode van voorbereiding op de socioprofessionele inschakeling;

8° omscholingsovereenkomst: het contract bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk V van Titel IX van boek V van het tweede deel II van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

9° psycho-sociaal en inschakelingspersoneel: de personeelsleden die voor beroepsinschakeling instaan, de maatschappelijk assistenten, de personeelsleden belast met begeleiding en oriëntering;

10° pedagogisch personeel: de opleiders en, desgevallend, de pedagogisch coördinator;

11° pedagogische raad: de instantie bestaande uit de directie, het psycho-sociaal en inschakelingspersoneel en het pedagogisch personeel;

12° finaliteit: het cluster van beroepen, functies die met elkaar verbonden zijn door hetzelfde type productie of diensten;

13° Minister: de Minister bevoegd voor Vorming

14° decreet: het decreet van 25 januari betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling en tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en het Gerechtelijk Wetboek;

15° diensten van de Regering: de Directie Beroepsopleiding van het Departement Werk en Beroepsopleiding van de Waalse Overheidsdienst Economie, Werk en Onderzoek;

16° initiële bevolking: de gezamenlijke gegevens waarop de controle betrekking heeft;

17° laag: deel van een initiële bevolking, bepaald in functie van één of meerdere criteria;

18° referentiebevolking: het deel van de initiële bevolking die, na verwijdering en rechtzetting van de redundante en onjuiste gegevens, de te onderzoeken gegevens vormt;

19° referentielaag: het deel van een laag dat, na verwijdering en rechtzetting van de redundante en onjuiste gegevens, de te onderzoeken gegevens vormt;

20° staal: de geselecteerde gegevens uit een bevolking of een laag;

21° referentiestaal: de geselecteerde gegevens uit een bevolking of een laag of uit een referentielaag;

22° extrapol eerbaar referentiestaal: referentiestaal gevormd op toevallige, eenvoudige wijze en zonder herinvoering;

23° extrapolatie: veralgemening van de resultaten waargenomen in een extrapol eerbaar referentiestaal naar de globaliteit van de referentiebevolking of de referentielaag waaruit het staal afgenomen is;

24° betrouwbaarheidsinterval: de gezamenlijke waarden vervat tussen een infimum en een supremum, verkregen na onderzoek van een staal. Deze gezamenlijke waarden bieden een waarschijnlijkheid van vijftiennegentig percent of meer dat de exacte waarde van de parameter in de bevolking is vervat;

25° omvang van het betrouwbaarheidsinterval: het verschil tussen de waarde van de supremum en die van het infimum in het betrouwbaarheidsinterval;

26° Departement Inspectie: het Departement Inspectie van het Operationele Directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

27° inspecteurs: de statutaire ambtenaren en contractuele personeelsleden van het Departement Inspectie die beëdigd zijn.

HOOFDSTUK 2. — *Oprachten van de centra*

Art. 3. De centra voeren hun acties met inachtneming van de volgende beginselen :

- 1° de verbintenissen die zijn vastgelegd in de samenwerkingsregeling die is ingesteld bij het decreet van 12 november 2021 betreffende coaching en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden;
- 2° de bevordering van de gelijkheid van kansen van de stagiairs bij de toegang tot opleiding en tewerkstelling;
- 3° de ontwikkeling van praktijken ter bevordering van de sociale, individuele en collectieve emancipatie van de stagiairs.

Art. 4. § 1. De centra worden belast met de organisatie van een geïndividualiseerd socioprofessioneel inschakelingsproces dat op de potentialiteiten van de stagiair afgestemd is.

§ 2. Het socioprofessioneel inschakelingsproces kan bestaan uit vier fasen, met name :

1° een fase tot bepaling van het project inzake socioprofessionele inschakeling, waarin, al naar gelang van het geval, de volgende acties gevoerd kunnen worden :

- a) een persoonlijke en professionele balans van de stagiair opmaken;
- b) de stagiair confronteren met de realiteiten van de arbeidswereld;
- c) de stagiair de mogelijkheid geven om één of meerdere beroepen te ontdekken ;
- d) de stagiair helpen bij zijn doorverwijzing naar de door het centrum geschikt geachte dienstverlener(s), al naar gelang van zijn vaardigheden, bekwaamheden en behoeften;
- e) de stagiair de mogelijkheid geven om de basisvaardigheden aan te werven inzake kennis, bedrevenheid en wellevendheid;
- f) de voorbereiding van de stagiair op de algemene opleidingsstelsels bevorderen en desgevallend ervoor zorgen;

2° een fase tot bekrachtiging van het project inzake socioprofessionele inschakeling, waarin, al naar gelang van het geval, de volgende acties gevoerd kunnen worden:

- a) de stagiair confronteren met de realiteiten van het beroep of van de vermoedelijke functie;
- b) de stagiair aan een bekwaamheidstest onderwerpen;
- c) het vermoedelijke opleidingsproject valideren of invalideren;
- d) de stagiair helpen bij zijn doorverwijzing naar de door het centrum geschikt geachte dienstverlener(s), al naar gelang van zijn vaardigheden, bekwaamheden en behoeften;

3° een fase tot kwalificerende opleiding waarin de volgende acties gevoerd kunnen worden:

- a) de stagiair de mogelijkheid geven om zijn vaardigheden aan te werven of te ontwikkelen met het oog op de uitoefening van het geheel of van een gedeelte van een beroep of functie met één of meerdere doeleinden;
- b) de stagiair desgevallend de mogelijkheid geven om zijn vaardigheden te actualiseren naar gelang van de evolutieve behoeften en de behoeften van de ondernemingen;
- c) desgevallend zorgen voor de opvolging van de stagiair in het kader van een omscholingsovereenkomst die hij gesloten heeft;
- d) de voorbereiding van de bekrachtiging van de vaardigheden bevorderen en er desgevallend voor zorgen, zoals bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 21 maart 2019 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

4° een fase tot opvolging van de stagiair na de opleiding waarin actief naar werk gezocht wordt, een baan gevonden of behouden wordt.

§ 3. De centra kunnen tewerkstellingsbegeleiding implementeren in overeenstemming met de bepalingen van Afdeling 10 van Hoofdstuk V van Titel IX van Boek V van Deel II van het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

HOOFDSTUK 3. — *Erkenning**Afdeling 1. — Inleidende bepalingen*

Art. 5. § 1. De Minister erkent het centrum op basis van de naleving van de in de artikelen 15 tot en met 21 bedoelde voorwaarden.

§ 2. De volgende erkenningen worden als eerste erkenning beschouwd:

- 1° de erkenning van een nieuw centrum;
- 2° de erkenning van een nieuwe finaliteit;
- 3° de erkenning van een nieuw pedagogisch project.

§ 3. De erkenning wordt verleend voor onbepaalde duur in overeenstemming met artikel 13, § 1.

In afwijking van het eerste lid wordt bij een aanvraag tot erkenning van een nieuw centrum erkenning verleend voor een proefperiode van maximaal 2 jaar. Aan het einde van deze periode wordt de erkenning voor onbepaalde tijd in overeenstemming met artikel 13 verleend, tenzij de Minister anders beslist.

Art. 6. Door het centrum te erkennen, verleent de Minister het een aantal uren.

De Minister kent het aantal uren toe volgens de fasen bedoeld in artikel 4, § 2 en de finaliteiten van de kwalificerende opleidingsfase, op basis van de voorstellen vervat in het pedagogisch project bedoeld in artikel 16.

Het totaal aantal erkende uren toegekend aan de centra mag niet hoger zijn 823.358 en wordt onder elk van de erkende centra verdeeld op grond van de quota's die in bijlage 2 vastliggen.

Afdeling 2. — Erkenningswijziging

Art. 7. Als erkenningswijziging wordt beschouwd:

1° de wijziging van de uurverdeling onder de fasen bedoeld in artikel 4, § 2, 1° tot 3°;

2° de wijziging van de uurverdeling onder de verschillende bestaande finaliteiten van de kwalificerende opleidingsfase.

De wijzigingen bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, kunnen hetzij elk moment door het centrum voorgesteld worden, hetzij resulteren uit het heroriënteringsplan bedoeld in artikel 26.

Art. 8. De door de Minister genomen beslissing tot erkenningswijziging stelt de vervaldatum van de in artikel 13, § 1, bedoelde evaluatie niet uit.

Art. 9. Na afloop van de zesjarige periodes bedoeld in artikel 13, § 1, kan de Minister het aantal uren dat eventueel beschikbaar is onder de centra opnieuw toewijzen.

Afdeling 3. — Toekenningsprocedure

Art. 10. § 1. In geval van erkenning van een nieuw centrum, beslist de Minister over de aanvraag die ondertekend is door de directie en door de persoon die krachtens de statuten bevoegd is om de vzw te vertegenwoordigen en die de volgende documenten bevat:

1° het pedagogisch project bedoeld in artikel 16;

2° een uittreksel uit het strafregister, overeenkomstig het model bedoeld in artikel 595 van het Wetboek van Strafvordering, van alle personeelsleden van het centrum, alsook van de leden van de raad van bestuur, daterend van minder dan drie maanden na de datum van verzending naar aan de diensten van de Regering en vrij van elke veroordeling tot een strafrechtelijke of correctionele straf wegens misdrijven die onverenigbaar zijn met de uitoefening van de functie;

3° het rapport van een gemeentelijke of een regionale brandweerdienst waarin wordt verklaard dat alle voorzorgsmaatregelen zijn genomen om brand te voorkomen, daterend van minder dan een jaar ten opzichte van de datum van indiening bij de diensten van de Regering en waarin de capaciteit van de infrastructuur wordt vermeld;

4° het gemotiveerd advies van de bevoegde Regio voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt over de relevantie van de voorgestelde finaliteiten, naar gelang van de mogelijkheden tot herinschakeling op de arbeidsmarkt;

5° het huishoudelijk reglement waarin minstens volgende clausules opgenomen zijn :

a) het wekelijkse uurrooster;

b) de bepalingen betreffende het alternerend leren;

c) de lijst van de wettelijke verlofdagen en de modaliteiten tot bepaling van de andere toegekende verlofdagen;

d) de modaliteiten tot toekenning van de geldelijke voordelen die krachtens artikel 69, § 1, aan de stagiairs verleend worden;

e) de verplichtingen inzake veiligheid en hygiëne;

f) de bepalingen betreffende het preventiebeleid inzake alcohol en drugs;

g) de bepalingen inzake bescherming tegen geweld en morele of seksuele intimidatie;

h) de verplichting voor de stagiairs om zich te laten onderzoeken door de preventieraadgever belast met het medisch toezicht met wie het beroepsopleidingscentrum samenwerkt, alsmede om zich te onderwerpen aan de vaccinaties die krachtens de reglementaire bepalingen verplicht zijn;

i) de verplichting om het centrum onmiddellijk kennis te geven van elke omstandigheid die de uitvoering van de overeenkomst opschort en in geval van arbeidsongeschiktheid een medisch attest over te leggen binnen twee dagen na het begin van de ongeschiktheid of de verlenging ervan;

j) de modaliteiten voor de organisatie van de pedagogische raad bedoeld in artikel 15, § 1, eerste lid, 4°;

k) de modaliteiten van de regeling voor de raadpleging van de stagiairs over de organisatie van het centrum en de ontwikkeling van zijn activiteiten;

l) de beroepsprocedures die de stagiair kan inschakelen voor elke sanctie of maatregel die jegens hem wordt getroffen;

m) de voorwaarden waaronder het huishoudelijk reglement gewijzigd kan worden;

6° een driejaarlijkse prognose van de jaarrekeningen.

Het advies bedoeld in het eerste lid, 4°, wordt uitgebracht binnen twee maanden te rekenen vanaf de datum van de aanvraag. Bij gebreke daarvan wordt er geen rekening mee gehouden. De termijn van twee maanden wordt opgeschort gedurende de maanden juli en augustus.

§ 2. In geval van erkenning van een nieuwe finaliteit of van een nieuw pedagogisch project beslist de Minister over de aanvraag die ondertekend is door de directie en door de persoon die krachtens de statuten bevoegd is om de vzw te vertegenwoordigen en die vergezeld gaat van :

1° de wijzigingen die eventueel zijn aangebracht in de statuten van het centrum alsook de lijst van de leden van de algemene vergadering en van de raad van bestuur;

2° het recentste huishoudelijk reglement dat minstens de clausules opgesomd in § 1, eerste lid, 5°, bevat;

3° het document bedoeld in § 1, eerste lid, 2°;

4° het document bedoeld in § 1, eerste lid, 3°;

5° het bijgewerkt pedagogisch project bedoeld in artikel 16;

6° het advies bedoeld in § 1, eerste lid, 4°.

Art. 11. De diensten van de Regering sturen binnen dertig dagen na de verzending van de erkenningsaanvraag een bericht van ontvangst van het dossier aan de aanvrager indien het volledig is.

Als het dossier niet volledig is, zullen de diensten van de Regering de aanvrager hiervan onder dezelfde voorwaarden op de hoogte brengen en tegelijkertijd specificeren welke documenten moeten worden toegevoegd aan de aanvraag binnen een periode van dertig dagen, op straffe van afsluiting van de aanvraag zonder verdere actie.

Art. 12. De Minister beslist binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige dossier betreffende de erkenningsaanvraag.

Art. 13. § 1. Om hun initiële erkenning te behouden of hun erkenning voor onbepaalde tijd te behouden, moeten de centra voldoen aan de erkenningsvoorwaarden van de artikelen 15 tot en met 26 en moeten zij de diensten van de Regering uiterlijk negen maanden voor het verstrijken van hun initiële erkenning of elke periode van zes jaar vanaf de datum waarop hun erkenning voor onbepaalde tijd ingaat, de volgende documenten toezenden:

1° de wijzigingen die eventueel zijn aangebracht in de statuten van het centrum alsook de lijst van de leden van de algemene vergadering en van de raad van bestuur;

2° het recentste huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 5°;

3° het document bedoeld in artikel 10, § 1, 2°, daterend van minder dan één jaar voor de datum bedoeld in het eerste lid;

4° het document bedoeld in artikel 10, § 1, 3°, daterend van minder dan een jaar voor de datum bedoeld in het eerste lid;

5° het bijgewerkt pedagogisch project bedoeld in artikel 16;

6° het advies bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 4°, van het Wetboek.

§ 2. Als het centrum zijn erkenning wil laten overdragen aan een andere instelling, moet deze een verzoek indienen bij de diensten van de Regering.

Alle aanvragen bedoeld in lid 1 moeten worden ingediend binnen een maand na de fusie of splitsing van een vennootschap, de inbreng van een geheel of een tak van bedrijvigheid, of de overdracht van een geheel of een tak van bedrijvigheid, zoals bedoeld in het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, evenals de gevallen bedoeld in Boek XX "Insolventie van vennootschappen" van het Wetboek van economisch recht.

Elke in lid 1 bedoelde aanvraag moet alle bewijsstukken bevatten waaruit blijkt dat de overnemende organisatie de rechten en plichten van het erkende centrum op zich neemt en voldoet aan de in het decreet en dit besluit vastgestelde voorwaarden.

De procedure voor het overdragen van de erkenning wordt geregeld in de artikelen 10, § 1, en 11.

De Minister beslist over de overdracht van de erkenning binnen zestig dagen na de datum van ontvangst van de volledige aanvraag.

De overdracht van de erkenning houdt de overdracht in van de uren die aanvankelijk aan het overdragende centrum waren toegekend.

Afdeling 4. — Sanctie

Art. 14. De Minister kan de erkenning voor onbepaalde tijd intrekken, schorsen of tijdelijk beperken zodra hij vaststelt dat niet langer wordt voldaan aan een van de in de erkenning opgenomen voorwaarden of verplichtingen.

De tijdelijke beperking van de onbepaalde duur van de erkenning wordt uitgeoefend door de Minister die een voorlopige erkenning verleent voor een periode van één tot drie jaar.

Na afloop van die periode wordt de erkenning voor onbepaalde duur verleend, behalve andersluidende beslissing van de Minister.

De diensten van de Regering delen de beslissing tot intrekking, opschorting of beperking van de erkenning mede.

Afdeling 5. — Erkenningsvoorwaarden.

Art. 15. § 1. De erkenning wordt verleend aan de in artikel 8 van het decreet bedoelde centra mits de volgende beginselen worden nageleefd:

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk;

2° beschikken over de gepaste uitrusting en over lokalen die toegankelijk zijn voor de stagiairs;

3° een pedagogisch project hebben dat voldoet aan artikel 16 ;

4° over een pedagogische raad beschikken, die een gemotiveerd advies moet uitbrengen over:

a) het pedagogisch project bedoeld in artikel 16, zoals het aan de Minister of zijn afgevaardigde wordt voorgelegd;

b) het investeringsprogramma dat aan het pedagogisch materieel gekoppeld is;

c) het jaarlijkse activiteitenverslag bedoeld in artikel 18, 3°;

5° onder de leden van de vereniging geen personeelsleden of met hen tot en met de derde graad aanverwante personen tellen voor meer dan één derde van de leden;

6° in de raad van bestuur van de vereniging geen personen opnemen die tot hetzelfde gezin behoren, echtgenoten, wettelijk samenwonenden en ouders of familieleden tot en met de tweede graad, in een aantal dat per gezin meer bedraagt dan een derde van het totale aantal leden waaruit de raad van bestuur bestaat, of personen die deel uitmaken van het personeel van het centrum;

7° binnen hun raad van bestuur minstens één vertegenwoordiger van het bedrijfsleven tellen;

8° geleid worden door een beheersorgaan dat verantwoordelijk is voor het dagelijkse beheer van het centrum, op grond van een schriftelijke delegatie van bevoegdheden door de raad van bestuur en onder de verantwoordelijkheid van de raad van bestuur;

9° een directie hebben die waargenomen is door een voltijds equivalent of een half voltijds equivalent als het centrum erkend is voor minder dan 40.000 uren;

10° beschikken over een toezichhoudend personeel waarvan het aantal en de werkuren aangepast zijn aan het pedagogisch project en die voldoen aan de functies, profielen en kwalificaties vastgelegd in de collectieve arbeidsovereenkomst van het paritair subcomité 329.02 van de socio-culturele sector van het Waals Gewest, CCT 329.02;

11° de zelfstandigheid en de keuzevrijheid van de persoon waarborgen;

12° ervoor zorgen dat mensen met een handicap gelijke toegang hebben tot de dienst en, in het bijzonder, van hen geen andere financiële bijdrage eisen als voorwaarde voor toegang dan die welke door de Regering is vastgesteld;

13° de gehandicapte persoon een gepersonaliseerd project voorstellen dat beantwoordt aan zijn behoeften, bekwaamheden en verlangens;

14° kwalitatieve evaluaties verrichten waarbij prioriteit wordt gegeven aan de participatie van gehandicapte personen, hun familie en vrienden, en diensten;

15° een geschikte infrastructuur en een bevoegd begeleidingspersoneel dat aan de behandelde handicap aangepast is, ter beschikking stellen van de gehandicapte persoon;

16° het personeel de kans bieden om mee te werken aan het pedagogisch project van de dienst en om voortgezette opleidingen te volgen;

17° de samenwerking tussen de diensten bevorderen en door een betere coördinatie streven naar een efficiëntere werking ervan;

18° de contacten met de buitenwereld bevoorrechten in het kader van een lokale samenwerking;

19° met de diensten van de Regering samenwerken en zich aan hun controle onderwerpen;

20° een boekhouding voeren overeenkomstig het Wetboek van economisch recht en het koninklijk besluit van 21 oktober 2018 tot uitvoering van de artikelen III.82 tot III.95 van het Wetboek van economisch recht ;

21° aan de veiligheids- en hygiënormen voldoen;

22° een huishoudelijk reglement aannemen dat de rechten van de gehandicapte personen waarborgt, hen meer autonomie biedt alsook een aan hun behoeften, bekwaamheden en verlangens aangepaste dienst. Dit reglement wordt gecommuniceerd naar mensen met een handicap en naar de diensten van de Regering;

23° uiterlijk op 31 maart van het jaar volgend op elk werkingsjaar een kopie van het tewerkstellingskadaster van het centrum aan de Minister of zijn afgevaardigde verstrekken, volgens een door de Minister of zijn afgevaardigde opgesteld model.

In afwijking van het eerste lid, 6°, kan de directie van het centrum met raadgevende stem deelnemen aan elke vergadering van de raad van bestuur betreffende de organisatie van het centrum, behalve wat betreft de agendapunten waarover een belangenconflict bestaat.

Voor de toepassing van paragraaf 1, 9°, en in geval van tekortkoming of onregelmatigheid in de uitvoering van het mandaat dat door de raad van bestuur van de VZW aan de directie werd toevertrouwd, stuurt de Minister of zijn afgevaardigde een uitnodiging om onverwijld de nodige maatregelen te treffen, los van de maatregelen voorzien in artikel 14, § 2.

Voor de toepassing van § 1, eerste lid, 10°, beschikt het centrum ten minste over de volgende ambten:

1° administratief bediende: een half voltijds equivalent ;

2° psychosociaal en integratiepersoneel: anderhalf voltijds equivalent;

3° opleider: een voltijds equivalent per volledige schijf van 11.000 erkende uren ;

4° pedagogische coördinator: een halve voltijds equivalent als de coördinatie afgevaardigd wordt.

§ 2. Binnen drie jaar na hun aanstelling volgen opleiders en personeelsleden inzake professionele inschakeling een methodologisch opleidingsprogramma dat wordt georganiseerd door een van de organen die zijn erkend door een sectoraal opleidingsfonds en waarvan de lijst wordt opgesteld door de Minister of zijn afgevaardigde in overleg met de vertegenwoordigers van de centra en de vertegenwoordigers van het personeel van de centra. Het opleidingsprogramma duurt minstens 120 uren.

De opleiding maakt bij voorkeur deel uit van het opleidingsplan bedoeld in artikel 16, § 1 eerste lid, 15.

Art. 16. § 1. De centra werken een pedagogisch project uit waarvan de samenhang met hun opdrachten aangetoond wordt door de volgende punten :

1° de relevantie van de voorgestelde finaliteiten, rekening houdend met het subregionale opleidingsaanbod en de vooruitzichten van de arbeidsmarkt in bedoelde activiteitssector;

2° het type bekwaamheidstest;

3° de opvangmodaliteiten en de methodes inzake waarneming, opmaak van de balans, oriëntering en ontwikkeling van de vereiste voorkennis m.b.t. kennis, bedrevenheid en wellevendheid;

4° de programma's inzake kwalificerende opleiding die voorzien in:

a) de beoogde algemene doelstellingen;

b) de inhoud van de te ontwikkelen vaardigheden, omschreven in te halen operationele doelstellingen;

c) de modaliteiten voor de tussentijdse evaluatie;

d) de modaliteiten voor de voortdurende, formatieve en participatieve evaluatie van de verworvenheden inzake professionele, sociale of technische vaardigheden.

5° de beroepsopleidingsprogramma's die voldoen aan de volgende voorwaarden:

a) geheel of gedeeltelijk opgemaakt zijn met verwijzing naar de definities van de kwalificatieprofielen van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige dienst van de Beroepen en Kwalificaties), of van elk soortgelijk stelsel;

b) gericht zijn op het bereiken van een mate van beheersing van de vaardigheden die de validering ervan door de gemachtigde gewestelijke instellingen mogelijk maakt of die het in rekening brengen ervan in een certificeringproces mogelijk maakt;

6° de relevantie van het aantal uren besteed aan de fasen tot bepaling en bekrachtiging van het project inzake socioprofessionele inschakeling en tot kwalificerende opleiding, alsook aan de verschillende finaliteiten;

7° de relevantie van de voorgestelde pedagogische methodes en het bewijs van de specificiteit ervan t.o.v. de andere subregionale operatoren, rekening houdend met:

- a) de kenmerken en de behoeften van de stagiairs;
 - b) de fases en de modaliteiten van de beroepsopleiding, meer bepaald wat betreft de afwisselende opleiding;
- 8° de modaliteiten tot uitvoering van de afwisselende opleiding;

9° de strategieën van het centrum inzake begeleiding van de stagiair in zijn socioprofessioneel inschakelingsproces ;

10° de adequatie tussen het pedagogisch project en het organogram van het personeel en de overwogen materiële middelen;

11° de beschrijving van de partnerschappen met de externe interveniënten die deelnemen aan het socioprofessioneel inschakelingsproces van de stagiairs;

12° de strategie van het centrum betreffende de deelname van de stagiairs aan de organisatie van het centrum en aan de ontwikkeling van zijn activiteiten;

13° de modaliteiten voor de organisatie van de pedagogische raad bedoeld in artikel 15;

14° de modaliteiten voor de evaluatie van het pedagogisch project en de implementering ervan;

15° een plan inzake voortgezette opleiding.

De centra die productieactiviteiten ontwikkelen, moeten aantonen dat die activiteiten nauwkeurig aansluiten op de pedagogische doelstelling van de geïmplementeerde beroepsopleidingsprogramma's en van enig pedagogisch nut zijn voor de stagiairs.

§ 2. Het pedagogisch project wordt meegedeeld aan de vakbondsafvaardiging of, bij gebrek daaraan, aan het gezamenlijke personeel, dit/dat een gemotiveerd advies uitbrengt binnen een termijn van dertig dagen. In voorkomend geval wordt aan het advies voorbijgegaan.

Art. 17. § 1. Het opleidingsplan bedoeld in artikel 16, § 1, eerste lid, 15°, dat over twee jaar loopt, wordt door het centrum opgemaakt ter attentie van de directie, van het pedagogisch personeel en van het psycho-sociaal en inschakelingspersoneel.

Het plan beschrijft het verband tussen de globale omgeving van het centrum, de dynamiek van het pedagogisch project en de ontwikkeling van de zowel technische als pedagogische vaardigheden van het personeel en de weerslag op de stagiairs. Het bepaalt de evaluatiecriteria, -modaliteiten en -periodiciteit voor die drie aspecten.

Het plan wordt uitgewerkt in overleg met de vakbondsafvaardiging of, bij gebrek daaraan, met het gezamenlijke personeel.

§ 2. Wat betreft de pedagogische vaardigheden, neemt de Minister, volgens de modaliteiten en onder de voorwaarden die hij bepaalt, de behoeften van de centra op in de opleidingsprogramma's die hij tot stand brengt voor het personeel van de diensten die hij erkent en subsidieert.

§ 3. Het plan inzake voortgezette opleiding wordt bij voorkeur bestemd voor de personeelsleden die betrokken zijn bij een reconversie van het opleidingsaanbod van het centrum, alsook voor de opleiders en de personeelsleden inzake beroepsinschakeling bedoeld in artikel 15, § 2, eerste lid.

Afdeling 6. — Verplichtingen van de erkende centra

Art. 18. Behalve de voorwaarden waarin artikel 15 voorziet, vervullen de centra de volgende verplichtingen:

1° de in hoofdstuk 2 omschreven opdrachten ten gunste van de stagiairs uitoefenen naar rato van minstens negentig procent van de gevaloriseerde uren;

2° de stagiairs de krachtens artikel 69, § 1, toegekende geldelijke voordelen garanderen;

3° een jaarlijks activiteitenverslag opstellen dat uiterlijk op 1 maart van het jaar volgend op elk werkingsjaar wordt toegezonden aan de diensten van de Regering en aan alle personeelsleden, volgens een door de Minister of zijn afgevaardigde opgesteld model;

4° de vermelding "Avec le soutien de la Wallonie" vergezeld van het logo "haan"(te downloaden van <http://chartegraphique.wallonie.be> rubriek "avec le soutien de") op alle drukwerk en reclamemateriaal, inclusief de website;

5° de "FOREm" kennis geven van hun aanbod inzake opleiding en socioprofessionele inschakeling;

6° het document bedoeld in artikel 10, § 1, eerste lid, 2°, voor nieuwe personeelsleden van het centrum en voor nieuwe leden van de raad van bestuur aan de Regering bezorgen.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, wordt, wanneer de erkenning voor onbepaalde duur wordt verleend, de erkenningsperiode geacht zes jaar te zijn.

Art. 19. De uitvoering van het socioprofessioneel inschakelingsproces is het voorwerp van een geïndividualiseerd actieplan aan de hand waarvan het centrum, met de actieve medewerking van de stagiair en rekening houdend met zijn behoeften, potentialiteiten en moeilijkheden, op evolutieve wijze de te halen doelstellingen identificeert, de nodige tussenkomsten plant en coördineert om er op in te spelen en om zijn socioprofessionele inschakeling te bevorderen.

Het centrum bepaalt de aan te wenden middelen alsook de evaluatietermijnen en -modaliteiten.

Art. 20. § 1. Het socioprofessioneel inschakelingsproces wordt uitgevoerd op basis van een alternerende opleiding, waarbij de tijd die in de onderneming wordt doorgebracht niet meer mag bedragen dan vijftig procent van de totale duur van het traject van de stagiair.

§ 2. Het centrum vervult de volgende opdrachten:

1° met de onderneming en de stagiair een stageovereenkomst sluiten waarin op zijn minst de volgende gegevens voorkomen :

- a) de vaardigheden waarop de stage betrekking heeft;
- b) het tijdschema van de stage;
- c) de taken die aan de stagiair toegewezen worden alsook de eventuele restricties;
- d) de aanwijzing van een voogd binnen de onderneming en van de referentiepersoon van het centrum;

e) de modaliteiten tot opvolging van de stage door het centrum;

2° na elke stage in samenspraak met de onderneming en de stagiair een rapport opmaken na evaluatie van de vaardigheden die hij verworven heeft.

Het rapport bedoeld in het eerste lid, 2°, wordt ondertekend door de voogd, door de referentiepersoon van het centrum en door de stagiair.

Art. 21. Voor elke stagiair maakt het centrum een pedagogisch dossier op waarin minstens melding gemaakt wordt van :

1° de persoonlijke en professionele balans bedoeld in artikel 31;

2° het in artikel 19 bedoelde geïndividualiseerde actieplan, de bijwerkingen, de tussentijdse evaluaties en de slotevaluatie ervan, in het centrum en in de onderneming;

3° een overzicht van de aanwezigheden van de stagiair in het centrum en in de onderneming;

4° de lijst van de ondernemingen waar stage gelopen werd;

5° de activiteiten aan de hand waarvan naar werk gezocht wordt, een baan gevonden of behouden wordt.

Afdeling 7. — Evaluatie

Art. 22. De bepalingen bedoeld in de artikelen 23 tot en met 26 worden door de Minister of zijn afgevaardigde toegepast uiterlijk op de vervalddag:

1° de erkenningsperiode bedoeld in artikel 5, § 3, tweede lid, voor de eerste erkenningen ;

2° van de periode bedoeld in artikel 5, § 18, tweede lid, voor de erkenningen met onbepaalde duur.

Art. 23. § 1. Er wordt overgegaan tot jaarlijkse gemiddelde wordt berekend:

1° van het bezoekpercentage van de fase tot kwalificerende opleiding, per finaliteit;

2° van het globale bezoekpercentage van het centrum.

§ 2. In de teller omvatten de bezoekpercentages:

1° het aantal maandelijks gepresteerde en daarmee gelijkgestelde uren van de stagiair, binnen de perken bedoeld in de artikelen 29, 36 en 39;

2° het aantal maandelijks gepresteerde en daarmee gelijkgestelde uren van de personen die niet aanmerking komen voor de in artikel 18, 1°, bedoelde tegemoetkomingen van de Regering, binnen de perken bedoeld in de artikelen 29, 36 en 39;

3° het vertrek van de stagiair uit het centrum voor het einde van zijn traject om minstens drie maanden te worden tewerkgesteld, forfaitair gevaloriseerd naar rato van 456 uren in de fase waarin hij zich bevond bij zijn vertrek;

4° de opvolging van een stagiair die gebonden is bij een door AVIQ erkende omscholingsovereenkomst, forfaitair gevaloriseerd naar rato van 20 uren per maand gedurende de opvolgingsperiode;

5° de opvolging na de opleiding, forfaitair gevaloriseerd naar rato van 8 uren per maand over een periode van maximum twee jaar.

De effectieve en gelijkgestelde prestaties bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, worden in aanmerking genomen op grond van een wekelijks prestatiestelsel van 38 uren.

Als het wekelijks voltijds prestatiestelsel minder dan 38 uren bedraagt, worden de gevaloriseerde uren voorzien van een valorisatiecoëfficiënt waarvan de teller gelijk is aan 38 en de noemer aan het wekelijks uurstelsel dat in het arbeidsreglement vastligt, waarbij hij niet kleiner mag zijn dan 35.

Het deeltijds uurstelsel van de stagiair wordt gevaloriseerd naar rato van honderdvijftig percent van de effectieve en gelijkgestelde uren en mag het voltijds uurstelsel niet overschrijden.

De dienstverleningen van personen die tewerkstellingsbegeleiding krijgen zoals bedoeld in artikel 1146/9, 1°, van het Waalse Wetboek voor Sociale Actie en Gezondheid worden niet meegerekend in het bezoekpercentage van het centrum.

§ 3. Wat de noemer betreft, omvatten de bezoekpercentages:

1° het globale uurvolume dat aan het centrum toegestaan wordt ;

2° het uurvolume dat bestemd wordt voor elke finaliteit van de fase tot kwalificerende opleiding.

§ 4. Het globale bezoekpercentage en het bezoekpercentage per finaliteit van de fase tot kwalificerende opleiding mogen niet lager zijn dan vijfenzeventig percent.

Art. 24. In de fase tot bepaling of tot bekrachtiging van het socioprofessioneel inschakelingsproject wordt er overgegaan tot de berekening van het jaarlijks gemiddelde van de volgende percentages:

1° het percentage verrichte persoonlijke en professionele balansen en bekwaamheidstests, bedoeld in de artikelen 16, § 1, eerste lid, 2°, en 31, dat niet lager mag zijn dan honderd percent;

2° het percentage stagiairs die het voorwerp zijn van de gunstige of ongunstige inschakelingsprognose bedoeld in artikel 33;

3° het heroriënteringspercentage betreffende de stagiairs die het voorwerp zijn van de ongunstige inschakelingsprognose bedoeld in artikel 34, dat niet lager mag zijn dan vijftig percent;

4° het percentage stagiairs die het voorwerp zijn van een gunstige inschakelingsprognose en opgenomen werden in één van de stelsels bedoeld in artikel 35, dat niet lager mag zijn dan tachtig percent.

De stagiairs die hun traject hebben onderbroken wegens een bij medisch attest bevestigde ziekte of wegens overmacht, komen niet in aanmerking voor de berekening van het percentage bedoeld in het eerste lid, 4°.

Art. 25. § 1. Er wordt overgegaan tot de berekening, zowel globaal als per finaliteit, van het jaarlijks gemiddelde van het percentage professionele inschakeling van de stagiairs.

§ 2. Het percentage wordt op 31 december van elk boekjaar berekend als volgt : de teller vertegenwoordigt het aantal stagiairs die professioneel ingeschakeld werden in de loop van bedoeld boekjaar en de noemer vertegenwoordigt het aantal stagiairs die de kwalificerende opleidingsfase hebben verlaten in de loop van bedoeld boekjaar, met uitsluiting van de vertrekkers om medische redenen bevestigd d.m.v. een medisch attest, alsook die te wijten aan overmacht.

De teller van het inschakelingspercentage omvat de professionele inschakelingen doorgevoerd :

1° in de loop van elk van de vier fasen bedoeld in artikel 4, § 2 ;

2° aan het einde van een omscholingsovereenkomst of van een plan "Opleiding Inschakeling" van de "Forem".

De personen die tewerkstellingsbegeleiding krijgen zoals bedoeld in artikel 1146/9, 2° tot 4°, van het Waalse Wetboek voor Sociale Actie en Gezondheid worden niet meegerekend in het inschakelingspercentage van het centrum.

§ 3. Het jaarlijks gemiddelde van het inschakelingspercentage mag niet lager zijn dan veertig percent.

Art. 26. § 1. Als één van de percentages bedoeld in de artikelen 23 en 25 of twee cumulatieve percentages bedoeld in artikel 24 niet bereikt worden, legt het centrum een heroriënteringsplan voor aan de Minister met, desgevallend, een wijziging van de uurstelsels bedoeld in artikel 7, eerste lid , 1° en 2°, een voorstel van één of meerdere nieuwe finaliteiten, een voorstel van nieuw pedagogisch project alsook een eventueel reconversieplan voor het personeel. Het plan wordt voorgelegd binnen een termijn van zes maanden die ingaat op de datum van de kennisgeving door de Minister om daartoe over te gaan.

De Minister erkent het heroriënteringsplan overeenkomstig artikel 8 of de artikelen 5, § 2, 10, en 12 al naar gelang van het geval.

§ 2. Als de Minister vaststelt dat de tekortkoming voortduurt na een periode van zes jaar volgend op de totstandbrenging van de plannen bedoeld in § 1, wordt de erkenning ingetrokken voor de uren die voor bedoelde fasen en finaliteiten bestemd werden.

HOOFDSTUK 4. — *Toelating van de begunstigen tot het socioprofessioneel inschakelingsproces*

Afdeling 1. — Toelatingsvoorwaarden

Art. 27. § 1. Behalve de ontvankelijkheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 5 van het decreet, ziet de Minister of zijn afgevaardigde toe op de naleving van de volgende toelaatbaarheidsvoorwaarden :

1° het invaliditeitspercentage komt overeen met een ontoereikendheid of vermindering van ten minste dertig procent van hun fysieke vermogens of ten minste twintig procent van hun mentale vermogens;

2° de begunstigde valt niet meer onder de leerplicht;

3° de begunstigde is als werkzoekende ingeschreven bij de "FOREm".

§ 2. Met de in paragraaf 1, 1° bedoelde voorwaarde inzake de handicap wordt gelijkgesteld, de erkenning van handicap aangetoond door één van de volgende bewijzen, op de datum van indiening van de aanvraag:

1° een bewijs van het reeds hebben genoten van een gunstige beslissing van AVIQ of AWIPH, het Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap, de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding, de "Service bruxellois francophone des personnes en situation de handicap", "Bruxelles-Formation" of de "Dienststelle für Selbstbestimmtes Leben", waaruit blijkt dat er sprake is van een handicap;

2° een getuigschrift waaruit blijkt dat de persoon buitengewoon onderwijs heeft gevolgd;

3° een geldende beslissing afgeleverd door de Federale overheidsdienst Sociale Zekerheid tot bevestiging van de handicap waardoor de persoon een inkomensvervangende uitkering of een inschakelingsuitkering kan verkrijgen;

4° een geldende beslissing afgeleverd door AVIQ tot bevestiging van de handicap waardoor de persoon bijkomende kinderbijslag kan verkrijgen;

5° een rechterlijke beslissing of een geldende beslissing afgeleverd door de verzekeringsmaatschappij of het Federaal Agentschap voor Beroepsrisico's en tot bevestiging van minstens twintig percent blijvende arbeidsongeschiktheid;

6° een geldende beslissing van het Rijksinstituut voor Ziekte-en Invaliditeitsverzekering tot toekenning van invaliditeitsuitkeringen;

7° een geldende beslissing van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, het "Arbeitsamt" van de Duitstalige Gemeenschap of van Actiris waarbij een verminderde arbeidsgeschiktheid erkend wordt.

§ 3. Overeenkomstig artikel 18, 1°, kunnen de centra de acties die deel uitmaken van het in artikel 16 bedoelde pedagogisch project tot maximaal twintig procent van de gepresteerde uren uitvoeren voor werkzoekenden onder de volgende voorwaarden:

1° deze personen behoren niet tot de categorieën bedoeld in paragraaf 2;

2° deze personen worden naar de centra gestuurd voor een aangepaste begeleiding zoals bedoeld in artikel 32 of worden geconfronteerd met een tekort aan kwalificerende opleidingen.

§ 4. De Minister of zijn afgevaardigde spreekt zich niet uit over de geschiktheid van het verzoek.

Art. 28. § 1. Als de in artikel 27 bedoelde voorwaarden vervuld zijn, geeft de Minister of zijn afgevaardigde de begunstigde, naargelang het geval, een beslissing om in aanmerking te komen voor het geïndividualiseerde en aangepaste socioprofessionele inschakelingsproces, binnen de termijn bepaald in artikel 7 van het decreet.

De toelaatbaarheidsbeslissing heeft een geldigheidsduur van zes jaar.

§ 2. De Minister of zijn afgevaardigde levert zijn toelaatbaarheidsbeslissing af binnen hoogstens dertig dagen als de begunstigde het in artikel 27, § 2, bedoeld attest van handicaperkenning overlegt.

Afdeling 2. — Fase tot bepaling van het socioprofessioneel inschakelingsproject

Art. 29. Als de aanvraag betrekking heeft op een onbepaald opleidingsproject, levert de Minister of zijn afgevaardigde aan de persoon de in artikel 28 bedoelde beslissing af waarbij hij opgenomen kan worden in de fase waarin het project bepaald wordt.

De fase tot bekrachtiging van het project wordt mag niet langer duren dan 1.824 uren.

Art. 30. De stagiair sluit de in artikel 43 bedoelde overeenkomst met het centrum uiterlijk de dag van zijn aankomst in het centrum.

Art. 31. Tijdens de fase maakt het centrum een persoonlijke en professionele balans van de stagiair op.

De balans betreft minimum de basiskennis, de psychotechnische vaardigheden, de wellevendheid en de sociale bedrevenheden, de professionele interesses, de evaluatie van de vooruitgangscapaciteiten inzake kennis, bedrevenheid, leerbereidheid en wellevendheid.

Art. 32. Het centrum beslist op basis van de balans bedoeld in artikel 31 dat de stagiair deel van het doelpubliek uitmaakt om één van volgende redenen :

- 1° hij beschikt noch over de basisopleiding noch over de schoolantecedenten vereist door de algemene operatoren;
- 2° hij heeft behoefte aan een aanpassing van zijn leerritme of van zijn lesrooster;
- 3° hij heeft behoefte aan een specifieke psycho-sociale begeleiding;
- 4° hij heeft behoefte aan een methodologie of aan een pedagogie die met zijn handicap strookt;
- 5° de infrastructuur van de algemene operatoren zijn niet aan zijn handicap aangepast;
- 6° de uitrustingen van de algemene operatoren zijn niet aan zijn handicap aangepast.

Art. 33. Op basis van de balans bedoeld in artikel 31 besluit het centrum tot een prognose inzake professionele inschakeling van de stagiair binnen een termijn van maximum zes maanden, die ingaat op de datum waarop de stagiair in de fase opgenomen wordt.

Art. 34. Als de prognose ongunstig is of als het centrum acht dat de operator niet geschikt is, onderzoekt het centrum een andere richting met de stagiair en ondersteunt het hem in de stappen die hij onderneemt.

Het centrum stelt de balans en prognose en, indien van toepassing, een beschrijving van de doorverwijzing naar een andere operator, binnen de in artikel 33 bedoelde termijn ter beschikking van de diensten van de Regering.

Art. 35. § 1. Als de prognose gunstig is, stelt het centrum de balans en prognose binnen de in artikel 33 bedoelde termijn ter beschikking van de diensten van de Regering.

§ 2. Het centrum stelt een ontwerp van geïndividualiseerd actieplan ter beschikking van de diensten van de Regering binnen een termijn van maximum drie maanden, te rekenen vanaf de termijn bedoeld in artikel 33.

Het actieplan kan voorzien in:

- 1° een overgang naar de kwalificerende opleidingsfase binnen het centrum of in een ander centrum erkend door de Minister of zijn afgevaardigde;
- 2° een heroriëntering naar een algemene operator inzake opleiding of socioprofessionele inschakeling;
- 3° de activering van één van de tewerkstellingsstelsels georganiseerd of erkend door AVIQ.

De stelsels worden geactiveerd binnen een termijn van maximum drie maanden, te rekenen vanaf de termijn bedoeld in het eerste lid.

Als het overwogen stelsel bestaat in een door AVIQ erkende omscholingsovereenkomst, garandeert het centrum zijn ondersteuning bij de opmaak van het programma en bij de opleiding gegeven door de onderneming of de overheidsinstelling die de overeenkomst medeondertekend heeft, desnoods in samenwerking met de Minister of zijn afgevaardigde.

De ondersteuning wordt gewaarborgd door een opleider of door een lid van het psycho-sociaal en inschakelingspersoneel, behalve voor de technische ondersteuning, die door een opleider verleend wordt in de betrokken finaliteit.

Afdeling 3. — Fase waarin het socioprofessioneel inschakelingsproject bekrachtigd wordt

Art. 36. Indien de aanvraag betrekking heeft op een welbepaald opleidingsproject, overhandigt de Minister of zijn afgevaardigde de begunstigde de beslissing bedoeld in artikel 28 die hem toelaat de fase tot bekrachtiging van het socioprofessionele inschakelingsproject aan te vatten.

De fase tot bekrachtiging van het project mag niet langer duren dan 152 uren.

Art. 37. Uiterlijk op de dag van binnenkomst in het centrum sluit de begunstigde de in artikel 43 bedoelde overeenkomst.

Art. 38. Gedurende de fase :

- 1° gaat het centrum over tot de bekwaamheidstest bedoeld in artikel 16, eerste lid, 2° ;
- 2° beslist het centrum dat de persoon deel van de doelgroep uitmaakt om één van de redenen bedoeld in artikel 32.

Als de stagiair niet slaagt voor de bekwaamheidstest, stelt het centrum de diensten van de Regering op de hoogte van het einde van de overeenkomst en stelt het de conclusies van de test ter beschikking, alsook, in voorkomend geval, een beschrijving van de doorverwijzing naar een andere operator.

Desgevallend sluit het centrum met de stagiair een overeenkomst tot bepaling van een socioprofessioneel inschakelingsproject, na aftrek van het aantal uren verbruikt bij de uitvoering van de overeenkomst in de fase waarin het project bekrachtigd wordt.

Art. 39. Als de stagiair voor de bekwaamheidstest slaagt, sluit het centrum een overeenkomst inzake kwalificerende opleiding met de stagiair.

De kwalificerende opleidingsfase mag niet langer duren dan 5.472 uren.

Afdeling 4. — Fase inzake opvolging na de opleiding

Art. 40. De opvolging na de opleiding kan desnoods in samenwerking met andere dienstverleners gewaarborgd worden, met name elke plaatselijke instelling of gemeenschap die het zoeken naar werk en het behoud van een baan ondersteunt.

De opvolging na de opleiding wordt gewaarborgd tot de vervaldatum van een periode van maximum twee jaar, te rekenen vanaf het effectieve vertrek uit het centrum van de stagiair die beschikt over een gunstige prognose inzake socioprofessionele inschakeling, tenzij hij daar uitdrukkelijk van afziet, in geval van overmacht alsook in geval van tenlasteneming door een andere interveniënt.

Aan het einde van de opvolging stelt het centrum het overzicht van de acties door middel waarvan een baan gezocht, gevonden of behouden wordt ter beschikking van de diensten van de Regering.

Afdeling 5. — Informatie over de stagiair en onderzoek door de dienst voor preventie en bescherming op het werk

Art. 41. De diensten van de Regering verstrekken het centrum gedurende het hele socioprofessionele inschakelingstraject de eventuele informatie waarvoor ze beschikken over de stagiair.

Art. 42. Vooraleer de stagiair tewerkgesteld wordt, onderwerpt het centrum hem aan een onderzoek van de dienst voor preventie en bescherming op het werk om zich te kunnen uitspreken over eventuele medische contra-indicaties.

Afdeling 6. — Overeenkomst en verplichtingen

Art. 43. De overeenkomst wordt schriftelijk gesloten tussen het centrum en de stagiair.

De overeenkomst wordt erkend door de diensten van de Regering. Zo niet kan het centrum geen aanspraak maken op de subsidies bedoeld in de artikelen 69 tot 85.

De overeenkomst wordt opgemaakt in drie originele exemplaren, waarvan één overhandigd wordt aan elke partij en één aan de diensten van de Regering.

Art. 44. De overeenkomst bevat :

- 1° de identiteit of de benaming alsook de woonplaats of de zetel van de partijen;
- 2° de aanvangsdatum en de duur van de overeenkomst;
- 3° de respectievelijke verplichtingen van de partijen;
- 4° de beroepsmogelijkheden van de stagiair in geval van geschil inzake de uitvoering of de interpretatie van de overeenkomst;
- 5° de melding van de ondersteuning van het Europees Sociaal Fonds;
- 6° in bijlage, het actieplan en de bijwerkingen ervan.

Art. 45. Het centrum verbindt zich ertoe :

- 1° de stagiair te begeleiden in zijn socioprofessioneel inschakelingsproces;
- 2° de nodige uitrusting ter beschikking van de stagiair te stellen, met name het materieel, het gereedschap, de werkkledij en de in goede staat van werking verkerende en regelmatig onderhouden veiligheids- en beschermingsaccessoires;
- 3° toe te zien op de vlotte uitvoering van de overeenkomst, de evolutie van het traject van de stagiair waar te nemen en met hem te evalueren en, desgevallend, met de opleidende onderneming op de tijdstippen vermeld in het actieplan;
- 4° toe te zien op de gezondheid en de veiligheid van de stagiair;
- 5° de stagiair niet te belasten met taken zonder verband met het socioprofessioneel inschakelingsproces of die gevaar inhouden voor zijn gezondheid en veiligheid of die verboden zijn krachtens de arbeidswetgeving;
- 6° de stagiair in te lichten in de onmiddellijke aangifte van de DIMONA-baan ;
- 7° de in artikel 69, § 1, bedoelde geldelijke voordelen te berekenen en aan de stagiair te betalen;
- 8° een attest af te leveren aan de stagiair aan het einde van zijn overeenkomst waarin de duur en de aard ervan worden vermeld;
- 9° voor een opvolging na de opleiding te zorgen binnen de perken bedoeld in artikel 40.

Art. 46. § 1. Het centrum dekt de stagiair tegen arbeidsongevallen en ongevallen op weg van en naar het werk en sluit daartoe een verzekeringspolis die de stagiair recht geeft op dezelfde voordelen als die waarin de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 voorziet.

§ 2. Het centrum verzekert de stagiair ook inzake burgerlijke aansprakelijkheid, zowel voor schade aan werktuigen en gereedschap als voor materiële of lichamelijke ongevallen waardoor derden tijdens het socioprofessioneel inschakelingsproces getroffen worden.

§ 3. De diensten van de Regering dekken de stagiair in opleidingsbedrijven tegen ongevallen op het werk en op weg van en naar het werk en sluiten hiervoor een verzekering af in overeenstemming met de wet van 10 april 1971 inzake arbeidsongevallen.

§ 4. De diensten van de Regering verzekeren de stagiair in opleidingsbedrijven inzake burgerlijke aansprakelijkheid, zowel voor schade aan machines en gereedschappen als voor ongevallen met derden waarbij eigendommen of persoonlijk letsel betrokken zijn.

Art. 47. De stagiair verbindt zich ertoe:

- 1° zich nauwgezet toe te leggen op het verloop van zijn socioprofessioneel inschakelingsproces;
- 2° zich te houden aan het huishoudelijk reglement en, desgevallend, aan het beginsel van geheimhouding van de gegevens waartoe hij toegang had;
- 3° de veiligheids- en hygiënevoorschriften na te leven;
- 4° te handelen overeenkomstig de instructies die hem door het centrum of het opleidingsbedrijf zijn gegeven met het oog op de uitvoering van zijn contract;

5° het gereedschap, de uitrusting, het materieel en de niet-gebruikte grondstoffen die hem door het centrum zijn toevertrouwd, in goede staat terug te geven;

6° deel te nemen aan de evaluatie bedoeld in artikel 45, 3°.

Art. 48. De uitvoering van de overeenkomst wordt geschorst indien één van de partijen tijdelijk in de onmogelijkheid verkeert om aan de overeenkomst uitvoering te verlenen, meer bepaald in geval van arbeidsongeschiktheid, wegens ziekte of ongeval, moederschapsverlof, wegens een tijdelijke tewerkstelling of wegens het volgen van een aanvullende opleiding bij een andere opleidingsverstrekker.

Het centrum geeft het de diensten van de Regering binnen hoogstens tien dagen kennis van de opschorting en de hervatting van de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 49. § 1. Onverminderd de algemene wijzen waarop verplichtingen vervallen, wordt de overeenkomst vóór afloop van de voorziene termijn beëindigd voor zover de diensten van de Regering worden ingelicht :

1° als beide partijen het wensen;

2° via de kennisgeving aan de stagiair dat hij niet geslaagd is voor de bekwaamheidstest bedoeld in artikel 38 ;

3° als er een gewichtige reden tot verbreking bestaat, zoals bedoeld in de artikelen 50 en 51;

4° als de uitvoering van de overeenkomst meer dan drie ononderbroken maanden wordt opgeschort en één van de partijen niet meer wenst dat ze wordt voortgezet;

5° naar goeddunken van het centrum, als drie van de in artikel 45, § 3, bedoelde beoordelingen negatief zijn;

6° omdat de stagiair het aldus wil, indien hij een beroepsactiviteit in de privé-sector, bij de overheid of als zelfstandige aanvangt;

7° wegens de ontbinding van het centrum;

8° bij overmacht, met als gevolg dat de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk wordt

In het geval bedoeld in lid 1, 5°, kan het centrum de overeenkomst verbreken middels een vooropzeg van zeven kalenderdagen die bij aangetekend schrijven mede wordt gedeeld en in werking treedt de maandag volgend op de week waarin de vooropzeg plaatsvond.

§ 2. Elke ongegronde verbreking kan ertoe leiden dat de in dit hoofdstuk bedoelde diensten niet meer worden verleend aan de partij die verantwoordelijk is voor de verbreking.

Art. 50. De hierna vermelde omstandigheden vormen een ernstige, aan de stagiair toe te schrijven, reden voor de ontbinding van rechtswege van de overeenkomst die betekend wordt bij aangetekend schrijven :

1° indien hij zich schuldig maakt aan een daad van onrechtshapenheid, aan ernstige feitelikheden of ernstige beledigingen aan het adres van het personeel van het centrum, het opleidend bedrijf of de andere stagiairs ;

2° indien hij hen opzettelijk ernstige materiële of immateriële schade berokkent bij de uitvoering van de overeenkomst;

3° indien hij zich niet houdt aan het beginsel inzake geheimhouding van de gegevens waartoe hij eventueel toegang had ;

4° indien hij doorgaans verzuimt zijn verplichtingen na te komen i.v.m. de goede orde, de veiligheid en de tucht binnen het centrum of opleidend bedrijf of de uitvoering van de overeenkomst;

5° als onrechtvaardigde afwezigheden zich herhalen en veertien gecumuleerde dagen overschrijden;

6° indien de stagiair valse documenten heeft voorgelegd met het oog op het afsluiten van de overeenkomst.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 5°, kan de verbreking van de overeenkomst slechts ingeroepen worden na een waarschuwing gericht door elk verzendmiddel dat vaste datum verleent.

Art. 51. De hierna vermelde omstandigheden vormen een aan het centrum toe te schrijven ernstige reden voor de ontbinding van rechtswege van de overeenkomst :

1° indien het zich schuldig maakt aan een daad van onrechtshapenheid, aan ernstige feitelikheden of ernstige beledigingen;

2° indien het dergelijke daden jegens de stagiair duldt vanwege elke persoon die tussenkomt in het socioprofessioneel inschakelingsproces;

3° indien zijn moraliteit in gevaar wordt gebracht in de loop van de overeenkomst;

4° indien zijn gezondheid of veiligheid in de loop van de overeenkomst blootgesteld worden aan gevaren die hij niet kon voorspellen bij het sluiten ervan;

5° in het algemeen, indien het centrum blijkt geeft van ernstige tekortkomingen aan zijn verplichtingen in verband met de uitvoering van de overeenkomst.

HOOFDSTUK 5. — *Subsidiëring van de centra*

Afdeling 1. — Subsidievoorwaarden

Art. 52. § 1. Om aanspraak te kunnen maken op de subsidies bedoeld in afdeling 2 vervullen de centra de volgende voorwaarden :

1° voldoen aan de erkenningsvoorwaarden die in dit besluit worden vastgesteld;

2° de gegevens voor de berekening van de in artikel 69, § 1, bedoelde tegemoetkomingen aan de diensten van de Regering overleggen uiterlijk aan het einde van de maand na bedoeld kwartaal ;

3° in geval van financiële tegemoetkoming van de Europese Unie, zich houden aan de Europese regels inzake subsidiabiliteit van de uitgaven, bekendmaking, bewaring en archiveren van de documenten ;

4° aan de diensten van de Regering overmaken:

a) het dossier inzake financieel saldo dat bestemd is voor het Europees sociaal fonds, aangevuld overeenkomstig de richtlijnen van de Minister of diens afgevaardigde, uiterlijk 31 maart van het jaar na elk werkingsjaar;

b) de individuele jaarrekeningen betreffende de personeelsleden en de stagiairs, uiterlijk 31 maart van het jaar na het werkingsjaar;

c) de aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid gerichte driemaandelijke aangiften en de eventuele rechtzettingen betreffende de personeelsleden, uiterlijk 31 maart van het jaar na het werkingsjaar.

§ 2. De Minister of diens gemachtigde kan de storting van de subsidies opschorten vanaf het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin is vastgesteld dat de in paragraaf 1 bedoelde verplichtingen niet werden nagekomen.

Afdeling 2. — Toelagen

Onderafdeling 1. — Werkingssubsidies

Art. 53. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent de Minister jaarlijks aan elk centrum een werkingssubsidie die hoogstens overeenstemt met het urenquota dat hem krachtens zijn erkenning wordt toegekend, vermenigvuldigd met een percentage van 13,31 euro per erkend uur.

§ 2. Het uurtarief is gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex en aan de spilindex 1,2201 van januari 2013, waarvan de coëfficiënt gelijk is aan 1,6084. Het bedrag wordt naar rato van de betrokken maanden automatisch aangepast in de loop van de tweede maand na de overschrijding van de spilindex die als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

Art. 54. Een bedrag dat overeenstemt met minstens 70 % van de jaarlijkse werkingssubsidie wordt toegerekend aan de lasten van het personeel dat middels een arbeidsovereenkomst door het centrum wordt tewerkgesteld en aan het ereloon dat gestort wordt aan de externe dienstverleners waarop het centrum een beroep doet voor de uitvoering van administratieve, boekhoudkundige en onderhoudstaken.

Art. 55. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de jaarlijkse werkingssubsidie van elk centrum aangepast worden ter financiering van de verhogingen te wijten aan de evolutie van de geldelijke anciënniteit van hun omkaderingspersoneel als na afloop van de audit bedoeld in artikel 89 blijkt dat de jaarlijkse werkingssubsidie betreffende het boekjaar waarop de controle slaat, niet volstond voor de dekking van de netto werkingsuitgaven, excl. uitzonderlijke lasten en opbrengsten.

De jaarlijkse werkingssubsidie wordt aangepast na vermenigvuldiging met, enerzijds, het uitgavenpercentage dat het centrum tijdens bedoeld boekjaar bestemd heeft voor de financiering van de loonmassa, zonder evenwel negentig percent van de jaarlijkse werkingssubsidie te mogen overschrijden, en met, anderzijds, het percentage van de evolutie van de bruto loonschalen, excl. indexering van de bezoldigde personeelsleden tussen 1 januari en 31 december van bedoeld boekjaar.

De loonmassa bedoeld in het tweede lid bestaat uit de bruto bezoldigingen, de sociale lasten, de eindejaarpremies en het vakantiegeld, na aftrek van de tewerkstellingssteun die het centrum geniet.

Art. 56. Uitgaven gefinancierd door middel van de jaarlijkse werkingssubsidie zijn toegestaan in overeenstemming met het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 over subsidiabele uitgaven in het kader van subsidies op het gebied van werkgelegenheid en beroepsopleiding.

De kosten van het personeel dat door het centrum door middel van een arbeidsovereenkomst wordt tewerkgesteld, komen in aanmerking op basis van de functies, profielen, kwalificaties en loonschalen die zijn vastgelegd in de collectieve arbeidsovereenkomst van het Paritair Subcomité 329.02 Sociaal-culturele sector van het Waals Gewest, met inbegrip van de personeelsleden die zich in een beroepsintegratieproces bevinden.

Art. 57. De centra zijn gemachtigd om alle inkomsten uit hun productieactiviteiten te gebruiken voor hun maatschappelijk doel, in overeenstemming met het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 betreffende de subsidiabele uitgaven in het kader van subsidies op het gebied van werkgelegenheid en beroepsopleiding.

De inkomsten uit de opleidingsactiviteit van de centra, met inbegrip van de exploitatiesubsidies verkregen van de overheid, worden in mindering gebracht van de uitgaven die door de Minister of zijn afgevaardigde subsidiabel worden verklaard krachtens het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 betreffende de subsidiabele uitgaven in het kader van de subsidies toegekend op het gebied van Tewerkstelling en Beroepsopleiding, wanneer de inkomsten dezelfde uitgaven dekken als die welke in aanmerking worden genomen krachtens dit besluit.

Onderafdeling 2. — Niet-marktsubsidies

Art. 58. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent de Minister een specifieke subsidie aan de centra krachtens de kaderovereenkomst van 16 mei 2000 voor de Waalse non-profit sector om de financiering van de uit bedoelde overeenkomst resulterende weddeschaalharmonisering te waarborgen.

§ 2. De Minister verdeelt de subsidie onder de centra volgens onderstaande tabel:

Centrum	Subsidie (in euro)
Forma'rive	9.767,23
CRT	0,00
CERAT	12.937,16
CFRP	17.292,97
Mosan	17.958,27
Plope	16.443,10
La Canopée	2.335,33
Le Tilleul	6.105,72
Aurélie	8.548,16
Polybat	20.744,09
Camec	8.782,74
Espace Formation Emploi	9.333,39
Le Réseau	6.149,82
TOTAAL	136.397,98

De bedragen worden gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex en aan de spilindex 0,9432 van juli 2000, waarvan de coëfficiënt gelijk is aan 1,2434. De bedragen worden naar rato van de betrokken maanden automatisch aangepast in de loop van de tweede maand na de overschrijding van de spilindex die als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

§ 3. Het bedrag van de specifieke subsidie blijft ongewijzigd van jaar tot jaar, onder voorbehoud van een eventuele herverdeling van de subsidie bij een nieuwe erkenning of een wijziging van erkenning.

Art. 59. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent de Minister krachtens de op 28 februari 2007 gesloten kaderovereenkomst 2007-2009 voor de Waalse non-profit sector, aan de centra die onder bedoelde sector ressorteren naar rato van hun aantal erkende uren een specifieke subsidie ter financiering van een bijkomende ronnenserende indienstneming of van één of meer bijkomende uurroosters, in verband met de toekenning van bijkomende verlofdagen aan hun personeel.

§ 2. Het jaarlijkse bedrag van de subsidie bedoeld in paragraaf 1 is gelijk aan 80.114,05 euro en is samengesteld als volgt :

1° een bedrag van 42.568,68 euro, gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex en aan de spilindex 1,0834 van december 2007, waarvan de coëfficiënt gelijk is aan 1,4002 ;

2° een bedrag van 37.545,37 euro, gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex en aan de spilindex 1,1272 van augustus 2008, waarvan de coëfficiënt gelijk is aan 1,4860.

De bedragen bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, worden naar rato van de betrokken maanden automatisch aangepast in de loop van de tweede maand na de overschrijding van de spilindex die als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

§ 3. Als het geheel van het in bijlage 2 bedoelde uurvolume niet toegekend wordt, wordt het gedeelte van het in paragraaf 2 bedoelde globale jaarlijkse bedrag betreffende de beschikbare uren voorbehouden aan de centra waaraan de erkende uren toegekend worden.

§ 4. De centra kunnen de verleende subsidies globaliseren zodat ze kunnen beschikken over voldoende werktijd met het oog op de werving van personeel dat bij één van die centra aangesteld wordt of dat instaat voor een functie gemeen aan het geheel van de centra die met de globalisering ingestemd hebben.

In het geval bedoeld in het eerste lid sluiten de betrokken centra een overeenkomst waarbij de subsidie overgedragen wordt. De overeenkomst wordt door het begunstigde centrum voor voorafgaande goedkeuring aan de Minister overgelegd en gevoegd bij het dossier waarin het gebruik van de subsidie gewettigd wordt.

Art. 60. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent de Minister, krachtens de op 28 februari 2007 gesloten driedelige kaderovereenkomst 2007-2009 voor de Waalse privé non-profit sector, een jaarlijkse specifieke subsidie ter financiering van de vakbondspremies van de werknemers van de beroepsopleidingscentra die voor gesubsidieerde banen in aanmerking komen, met inbegrip van de banen APE, PTP en Maribel.

Voor de werknemers die al een vakbondspremie ontvangen, wordt de subsidie beperkt tot het verschil tussen de voorbestaande premie en de premie verleend aan de werknemers van het openbaar ambt, verhoogd met twee euro beheerskosten.

§ 2. De jaarlijkse subsidie bedraagt 2.883,12 euro.

§ 3. De toelage wordt gestort aan de vzw "Fonds intersyndical des Secteurs de la Région wallonne".

§ 4. Alvorens de subsidie te storten gaan de diensten van de Regering, op basis van een vorderingsaangifte die vergezeld gaat van het afschrift van de bankoverschrijvingen, na of de premies door het Fonds zijn betaald.

De vorderingsaangifte en de desbetreffende bijlagen worden jaarlijks voor 1 september aan de diensten van de Regering gericht, op straffe van onontvankelijkheid.

Art. 61. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent de Minister een bijkomende toelage aan de centra voor de opleiding van hun werknemers krachtens de driedelige kaderovereenkomst voor de Waalse privé non profit sector 2010-2011, die op 24 februari 2011 is gesloten.

De subsidie wordt bestemd voor :

1° de kwalificerende, classificerende en certificerende opleiding;

2° de voortgezette opleiding ten aanzien van de uitgeoefende functie.

§ 2. De subsidie bedraagt 6.201 euro.

Het bedrag wordt gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex en aan de spilindex 114,97 van april 2011, waarvan de coëfficiënt gelijk is aan 1,5157. Het bedrag wordt naar rato van de betrokken maanden automatisch aangepast in de loop van de tweede maand na de overschrijding van de spilindex die als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

Het aan elk centrum te storten bedrag wordt bepaald op grond van zijn aantal erkende uren.

§ 3. De opleiding bedoeld in paragraaf 1 maakt deel uit van het opleidingsplan bedoeld in artikel 16, § 1 eerste lid, 15°.

De centra zorgen voor de vervanging van de werknemer in opleiding.

Art. 62. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent de Minister aan de centra, krachtens de op 24 februari 2011 gesloten driedelige kaderovereenkomst 2010-2011 voor de Waalse privé non-profit sector, een bijkomende subsidie zodat ze een eindejaarspremietoeslag aan hun werknemers kunnen verlenen, inclusief werkgeversbijdragen.

De subsidie bedraagt 23.992 euro.

Het bedrag wordt gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex en aan de spilindex 114,97 van april 2011, waarvan de coëfficiënt gelijk is aan 1,5157. Het bedrag wordt naar rato van de betrokken maanden automatisch aangepast in de loop van de tweede maand na de overschrijding van de spilindex die als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

Het aan elk centrum te storten bedrag wordt bepaald naar gelang van het aantal voltijds equivalent werknemers van elk centrum, vastgelegd op 31 december van het vorige boekjaar.

Onderafdeling 3. — Infrastructuursubsidies

Art. 63. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleent de Minister jaarlijks aan elk centrum een infrastructuursubsidie die gelijk is aan hoogstens het urenquota dat hem krachtens zijn erkenning wordt toegekend, vermenigvuldigd met een bedrag van 0,26 euro per erkend uur. Dat bedrag wordt gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex en aan de spilindex 1,2201 van januari 2013, waarvan de coëfficiënt gelijk is aan 1,6084. Het bedrag wordt automatisch aangepast op 1 januari van het volgende jaar.

Art. 64. De subsidie is gelijk aan 80 % van het investeringsbedrag.

Art. 65. In de loop van het eerste kwartaal van elk boekjaar storten de diensten van de Regering het maximaal jaarlijks bedrag op een door het centrum geopende financiële rekening die uitsluitend bestemd is voor verrichtingen i.v.m. de krachtens dit hoofdstuk gesubsidieerde investeringen.

Art. 66. Het centrum dat het voor één boekjaar gestorte maximaal jaarlijks bedrag niet helemaal gebruikt, kan het saldo ervan naar de volgende boekjaren overdragen, ondanks de subsidie waarop het voor de volgende boekjaren aanspraak kan maken.

Art. 67. § 1. Bij verstrijken van elke periode van vijf jaar gaat de Minister of diens gemachtigde over tot de eventuele invordering van het saldo van de rekening bedoeld in artikel 65.

In afwijking van het eerste lid wordt de vervaldatum van de eerste periode vastgelegd op 31 december 2027.

§ 2. Het bedrag van de subsidie betreffende een investering die aan het einde van de periode bedoeld in paragraaf 1 niet verricht werd om een reden waarmee het centrum niets te maken heeft evenwel niet ingevorderd. Het centrum levert het bewijs daarvan voor het einde van het vijfde jaar.

Als de investering nog steeds niet verricht is in de loop van het volgende jaar, wordt het bedrag ingevorderd aan het einde van dat jaar.

§ 3. De jaarlijkse rente van de in artikel 65 bedoelde rekening wordt in mindering gebracht op de subsidiabel verklaarde uitgaven krachtens het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 betreffende de subsidiabele uitgaven in het kader van subsidies op het gebied van werkgelegenheid en beroepsopleiding.

Art. 68. § 1. Het centrum mag, tijdens de duur van hun afschrijving, de bestemming van de gesubsidieerde goederen niet wijzigen of ze niet aan hun bestemming onttrekken zonder voorafgaande toestemming van de Minister of diens afgevaardigde, in welks geval het centrum het totaalbedrag van de ontvangen subsidie terugbetaalt.

§ 2. § 2. Als de bestemming van een gesubsidieerd goed gewijzigd mag worden of ze aan hun bestemming onttrokken mogen worden, betaalt het centrum het niet-afgeloste gedeelte aan de diensten van de Regering terug of, in geval van verkoop, tachtig percent van de verkoopprijs met, maximum, het bedrag van de ontvangen subsidie en, minimum, het niet-afgeloste gedeelte ervan.

§ 3. Het centrum gaat niet over tot de terugbetaling bedoeld in paragraaf 2 als het overeenstemmende bedrag opnieuw bestemd wordt voor de financiering van een gelijksoortige vervangingsinvestering of een investering in het kader van een herschikking, omschakeling of herstructurering van het centrum.

De investering bedoeld in lid één valt onder de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk.

§ 4. Het bedrag bedoeld in paragraaf 3 wordt opnieuw bestemd binnen een termijn van één jaar, die ingaat op de datum van verandering of wijziging van bestemming bedoeld in paragraaf 2.

De termijn kan verlengd worden op gemotiveerd verzoek van het centrum.

Onderafdeling 4. — Financiële steun voor stagiairs

Art. 69. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten betaalt het centrum de stagiair gedurende zijn socioprofessioneel inschakelingsproces :

1° de uurvergoedingen bedoeld in artikel 70 ;

2° de reis- en verblijfkosten bedoeld in de artikelen 74 tot 83;

3° de kosten voor schooloppassing en opvangmilieu bedoeld in artikel 84.

§ 2. De personen die tewerkstellingsbegeleiding krijgen zoals bedoeld in artikel 1146/9, 2° tot 1°, van het reglementair deel van het Waalse Wetboek voor Sociale Actie en Gezondheid maken geen aanspraak op de tegemoetkomingen bedoeld in paragraaf 1.

Art. 70. De uurvergoedingen bedragen :

1° 2,07 euro als de stagiair in aanmerking komt voor één van de wettelijke of reglementaire tegemoetkomingen bedoeld in artikel 71;

2° 4,86 euro als de stagiair niet in aanmerking komt voor één van de wettelijke of reglementaire tegemoetkomingen bedoeld in artikel 71.

De bedragen worden gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex en aan de spilindex 1,2201 van december 2013, waarvan de coëfficiënt gelijk is aan 1,6084. De bedragen worden naar rato van de betrokken maanden automatisch aangepast in de loop van de tweede maand na de overschrijding van de spilindex die als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

Art. 71. § 1. De wettelijke en reglementaire tegemoetkomingen bedoeld in artikel 70 zijn :

1° de pensioenen, alsmede alle plaatsvervangende voordelen dan wel de voordelen die als aanvulling worden toegekend :

a) hetzij bij of krachtens een Belgische of een buitenlandse wet;

b) hetzij door een overheid of een instelling van openbaar nut;

2° de vergoedingen, uitkeringen en lijfrenten die toegekend worden aan slachtoffers van arbeidsongevallen of beroepsziekten, in toepassing van de wetgeving over de schadevergoeding voor arbeidsongevallen of in toepassing van de wetgeving over de schadevergoeding voor beroepsziekten en over de preventie ervan;

3° de vergoedingen die toegekend worden aan een gehandicapte persoon die het slachtoffer is van een ongeval, krachtens de artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, of krachtens elke andere gelijksoortige buitenlandse wetgeving;

4° de uitkeringen voor arbeidsongeschiktheid, toegekend krachtens de wetgeving betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

5° de werkloosheidsuitkeringen die toegekend worden krachtens de reglementering betreffende de tewerkstelling en de werkloosheid;

6° de inkomensvervangende tegemoetkomingen, toegekend krachtens de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, of de gewone of bijzondere tegemoetkomingen, toegekend krachtens het koninklijk besluit van 17 november 1969 houdende algemeen reglement betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen;

7° de belastbare beroepsinkomsten.

Indien de bijdrage bedoeld in het eerste lid, 2°, uitbetaald wordt in de vorm van kapitaal of van terugkoopwaarde wordt artikel 30 van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten toegepast.

§ 2. Er wordt in geen enkel geval rekening gehouden met de wettelijke of reglementaire tegemoetkomingen verleend als kinderbijslag, als integratietoeslag overeenkomstig voornoemde wet van 27 februari 1987 of als vergoeding voor de hulp van een derde overeenkomstig het koninklijk besluit van 17 november 1969 houdende algemeen reglement betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de mindervaliden, of als forfaitaire uitkering voor de hulp van een derde persoon overeenkomstig het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Art. 72. Het centrum betaalt de vergoedingen bedoeld in artikel 70 op regelmatige tijdstippen en om hoogstens een maand.

Art. 73. In overeenstemming met punt A van deze onderafdeling wordt aan de stagiair een tegemoetkoming toegekend voor reis- en verblijfskosten en kosten voor kinderopvang en kinderdagverblijven.

A. Uitgaven in het kader van het sociale en professionele integratieproces

A.1 Algemene principes

Art. 74. De terugbetaling van de reiskosten en deze van de verblijfskosten mogen niet worden gecumuleerd voor een zelfde dag.

De gehandicapte persoon die verblijft op de plaats van zijn sociale en professionele integratieproces kan evenwel, benevens de terugbetaling van zijn verblijfskosten, de terugbetaling bekomen van een reis heen en terug per week, onder de bij punt A.2 van deze onderafdeling vastgestelde voorwaarden.

Art. 75. De bedragen van de terugbetalingen van de reis- en verblijfskosten, kinderopvang- en crèchekosten, vastgesteld bij toepassing van punten A.2., A.3. en A.4. van deze onderafdeling, worden, in elk geval, verminderd met de bedragen van de andere wettelijke of reglementaire tussenkomsten welke de gehandicapte personen ter zake mochten genieten.

Art. 76. De stagiair kan verplicht worden de stukken over te leggen die de werkelijkheid van de door hem ingeroepen kosten staven.

A.2 Verplaatsingskosten

Art. 77. De terugbetaling van de door de stagiairs gedane reiskosten wordt slechts toegestaan voor het gedeelte van de kosten dat, voor een dagelijkse reis heen en terug, 0,50 euro te boven gaat.

Voor de verplaatsingen gedaan door middel van een gemeenschappelijk vervoermiddel wordt de tegemoetkoming berekend in functie van de afstand en volgens het kilometertarief toegepast door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen voor de reizen in tweede klasse, zonder nochtans het bedrag te mogen overschrijden van het voordeligste vervoerbewijs voor het goedkoopste gemeenschappelijk vervoermiddel dat de effectieve verblijfplaats van de stagiair verbindt met de plaats vastgesteld voor zijn opleiding, zijn omscholing of herscholing.

Art. 78. Wanneer het voordeligste vervoerbewijs een abonnement is, wordt het gedeelte van de prijs van dit abonnement, dat betrekking heeft op de dagen gedurende welke de stagiair niet gereisd heeft, slechts in de voorwaarden van artikel 77 terugbetaald, indien de afwezigheid behoorlijk wordt gerechtvaardigd en voor zover de belanghebbende de terugbetaling ervan niet kan bekomen van de betrokken vervoermaatschappij.

Art. 79. § 1. De verplaatsingen van de stagiair met een individueel vervoermiddel kunnen slechts aanleiding geven tot tegemoetkoming wanneer een geneesheer heeft erkend dat omwille van de aard en de ernst van zijn handicap de verplaatsingen door middel van een gemeenschappelijk vervoermiddel onmogelijk zijn of ernstige bezwaren met zich brengen.

§ 2. Voor verplaatsingen met een individueel gemotoriseerd vervoermiddel anders dan een taxi, wordt de bijdrage berekend overeenkomstig artikel 531 van de Waalse Ambtenarencode.

Wanneer de stagiair vervoerd wordt door een derde, kunnen de verplaatsingskosten gemaakt door deze derde om de plaats van vertrek te bereiken en de gehandicapte persoon terug te halen, in aanmerking genomen worden onder dezelfde voorwaarden als in het eerste lid

§ 3. Voor reizen per taxi of aangepast openbaar vervoer is de bijdrage gelijk aan de prijs die de stagiair voor de rit in rekening wordt gebracht.

§ 4. Voor verplaatsingen met een individueel niet-gemotoriseerd vervoermiddel, wordt de bijdrage berekend overeenkomstig artikel 531 van de Waalse Ambtenarencode.

Art. 80. Het dagelijks bedrag van de terugbetaling van de reiskosten mag in geen enkel geval hoger zijn dan het dagelijks maximumbedrag van de terugbetaling van de verblijfskosten bepaald in artikel 82.

A.3 Verblijfskosten

Art. 81. De stagiair kan zijn verblijfskosten vergoed krijgen als hij aan een van de volgende voorwaarden voldoet:

1° dagelijks meer dan dertien uur van zijn werkelijke verblijfplaats verwijderd zijn;

2° ernstige reismoeilijkheden hebben wegens de aard of de ernst van de handicap;

3° verplicht zijn te verblijven wegens de vereisten of de organisatie van de ondernomen sociale en professionele integratieproces;

4° zich in zodanige omstandigheden bevinden dat de dagelijkse reiskosten, vastgesteld overeenkomstig punt A.2 van deze onderafdeling, het dagelijks maximumbedrag van de terugbetaling van de verblijfskosten, bepaald bij artikel 82, zouden overtreffen.

Art. 82. § 1. Het maximumbedrag van de terugbetaling van de verblijfskostengemaakt door personen met een handicap is vastgesteld op 3,68 euro per dag.

§ 2. § 2. Dit bedrag is gekoppeld aan de spilindex 114,20 en wordt aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Art. 83. De terugbetaling van de verblijfskosten wordt slechts toegekend voor de dagen en halve dagen werkelijke beroepsopleiding, omscholing of herscholing met een maximum van zes dagen per week.

Wanneer de stagiair uitgaven heeft gedaan met het oog op een verblijf voor een bepaalde duur kan de terugbetaling bekomen van de gedane kosten voor de dagen en halve dagen gedurende welke hij daar niet werkelijk verbleven heeft, op voorwaarde;

- 1° dat de afwezigheid behoorlijk gerechtvaardigd is;
- 2° dat hij alle nuttige maatregelen heeft getroffen om de kosten tot het strikte minimum te beperken;
- 3° dat hij de terugbetaling ervan niet kan bekomen bij de inrichting waar hij verblijft.

A.4 Kosten voor kinderdagverblijf en crèche

Art. 84. De tegemoetkoming in de schooloppaskosten en opvangmilieu erkend of vergund door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" wordt aan de stagiair verleend ten belope van de volgende maximumbedragen:

- 1° een bedrag van 2 euro voor schooloppaskosten per kind en per dag ;
- 2° een bedrag van 4 euro voor opvangmilieukosten per kind en per dag.

Art. 85. Het centrum betaalt voor het geheel van de stagiairs :

- 1° de premie betreffende de wettelijke verzekering tegen arbeidsongevallen en ongevallen op weg naar het werk ;
- 2° de kosten betreffende preventie en arbeidsbescherming.

Onderafdeling 6. — Betaling van subsidies en controle op correct gebruik ervan

Art. 86. De diensten van de Regering betalen aan het begin van elk kwartaal 25 % van het jaarlijkse bedrag van de subsidies bedoeld in artikel 53.

Art. 87. § 1. De diensten van de Regering betalen aan het begin van elk kwartaal 25 % van het jaarlijkse bedrag van de volgende subsidies en gaan tijdens het volgende kwartaal tot de regularisaties over op basis van de staten van de dienstverleningen van bedoeld kwartaal :

- 1° de vergoedingen bedoeld in artikel 70;
- 2° de reis- en verblijfskosten bedoeld in de artikelen 74 tot 83.

§ 2. De diensten van de Regering betalen aan het centrum terug:

- 1° de kosten inzake schooloppas en opvangmilieu bedoeld in artikel 84 ;
- 2° de kosten bedoeld in artikel 85.

§ 3. De kosten bedoeld in de paragrafen 1 en 2 worden door de diensten van de Regering ten laste genomen op basis van bewijsstukken waarvan zij de inhoud bepalen.

Art. 88. Als het socioprofessioneel inschakelingsproces van de stagiair overeenstemt met een omscholingsprogramma waartoe besloten wordt door de Hoge commissie van de geneeskundige raad van de dienst vergoedingen van het RIZIV of dat uitgevoerd wordt in het kader van de samenwerkingsovereenkomst van 15 januari 2013 tussen het RIZIV, de verzekeringsinstellingen en "Forem", kan de stagiair geen aanspraak maken op de voordelen bedoeld in de artikelen 69, § 1.

Als de stagiair evenwel aanspraak kan maken op een tegemoetkoming in zijn reiskosten door gebruik te maken van een privé voertuig wegens medische redenen, nemen de diensten van de Regering het positieve verschil tussen zijn theoretische tegemoetkoming en die van het RIZIV voor zijn rekening.

Art. 89. § 1. Elk jaar voeren de diensten van de Regering een audit over de regelmatigheid van de rekeningen en de financiële performantie van de centra, alsook een controle op het goede gebruik van de subsidies die hen krachtens dit besluit verleend werden.

De diensten van de Regering sturen het centrum een omstandig rapport.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, wordt het gebruik van de infrastructuursubsidies gecontroleerd aan het einde van elke periode van vijf jaar, met uitzondering van de eerste periode, waarvan de vervaldatum op 31 december 2017 vastgelegd is.

§ 3. De Minister of diens afgevaardigde vordert jaarlijks het eventueel niet opgebruikte gedeelte van de subsidies in, behalve wat betreft de infrastructuursubsidies, overeenkomstig artikel 67.

HOOFDSTUK 6. — Controle en beoordeling

Art. 90. § 1. De diensten van de Regering en het Departement Inspectie voeren controle- en beoordelingsmissies uit.

Zij voeren ze uit in het kader van een evaluatie over een periode van zes jaar, waarna:

- 1° de kwaliteit beoordeeld wordt van de prestaties aangeboden aan de gebruikers;
- 2° de naleving van de in dit besluit vastgestelde reglementaire normen beoordeeld worden.

De startdatum voor deze zesjaarlijkse beoordeling is de verjaardatum van de erkenning.

§ 2. Daarnaast voeren de diensten van de Regering een jaarlijkse financiële evaluatie door, waarna conclusies worden opgesteld met betrekking tot de controle over de aanwending van de subsidies toegekend voor ieder boekjaar.

Art. 91. Zes maanden voor de evaluatie over zes jaar als bedoeld in artikel 90, § 1, en onverminderd artikel 13 van het decreet maken de diensten de documenten opgenomen in bijlage 1 aan de diensten van de Regering over.

Art. 92. De diensten van de Regering zijn ermee belast:

1° over te gaan tot de evaluatie bedoeld in artikel 90, § 1 ;

2° ervoor te zorgen dat er een pedagogische cultuur eigen aan de gehandicapte ontstaat die door alle centra gedeeld wordt;

3° de actie van de verschillende pedagogische coördinatoren van de centra coördineren.

Art. 93. De diensten van de Regering evalueren om de zes jaar de toepassing van dit hoofdstuk.

Art. 94. § 1. Ter uitvoering van artikel 13 van het decreet kunnen de vormingscentra en de centra voor socio-professionele inschakeling die aan een controle onderworpen worden, geselecteerd worden volgens een methodologie aangepast aan de controlestrategie die, met name op basis van een risico-analyse, bepaald wordt door het Departement Inspectie.

§ 2. De controle strekt er meer bepaald toe, na te gaan in welke mate de stagiairs, aangenomen door de vormingscentra en de centra voor socio-professionele inschakeling, en de realiteit van het aantal opleidingsuren gevolgd door de gerechtigde stagiairs in aanmerking komen, en meer bepaald de inachtneming van de voorwaarden vastgesteld bij de wetgeving en het erkenningsbesluit. Deze controle kan meer bepaald uitgeoefend worden op grond van het onderzoek van extrapoleerbare referentiestalen van stagiairs of uren waarvan de onderzoeksresultaten geëxtrapoleerd worden naar de gezamenlijke referentiebevolking of -laag waaruit deze stalen zijn samengesteld.

Art. 95. § 1. Bij de vormingscentra en de centra voor socio-professionele inschakeling die minder dan vijftig stagiairs begeleiden, kan de inspecteur het in aanmerking komen van de stagiairs in zijn volledigheid nagaan.

Boven die drempel kan de inspecteur een percentage individuele dossiers van stagiairs nagaan met een minimum aan te controleren dossiers volgens het aantal stagiairs begeleid door het vormingscentrum en het centrum voor socio-professionele inschakeling.

§ 2. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat lager is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur:

1° de terugvordering voorstellen in verband met, enkel, de vastgestelde onregelmatigheden en de controle beëindigen;

2° de controle verderzetten waarbij hij in zijn verslag de redenen motiveert die deze beslissing motiveren.

§ 3. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat hoger is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde gegevens kan de inspecteur ofwel:

1° een tweede, al dan niet gelaagd, referentiestaal onderzoeken. In dat geval stelt de inspecteur een terugvordering voor in verband met enkel de vastgestelde onregelmatigheden in beide referentiestalen;

2° desnoods zijn onderzoekingen heroriënteren en nieuwe aspecten of criteria selecteren die onderzocht dienen te worden in functie van de in aanmerking genomen criteria;

3° een extrapoleerbaar referentiestaal samenstellen, al dan niet gelaagd in de onderzochte referentiebevolking of -laag, waardoor een betrouwbaarheidsinterval bekomen kan worden van vijfennegentig percent of meer rondom de waarde van de staalafname, met een maximale omvang van tien percentpunt.

§ 4. Als het onderzoek van het eerste referentiestaal wijst op meer dan vierentwintig percent onregelmatigheden, bepaalt de inspecteur een extrapoleerbaar referentiestaal, en het percentage vastgestelde onregelmatigheden wordt geëxtrapoleerd naar de gezamenlijke referentiebevolking of -laag.

Art. 96. § 1. De inspecteur controleert vervolgens de geldigheid van de trainingsuren die de stagiairs hebben voltooid. Om de werkelijk voltooid uren te analyseren, kiest de inspecteur een periode van twee weken waarin het centrum geen gesloten dagen telt.

§ 2. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat lager is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde uren kan de inspecteur ofwel:

1° de terugvordering voorstellen in verband met, enkel, de vastgestelde onregelmatigheden en de controle beëindigen;

2° de controle verderzetten waarbij hij in zijn verslag de redenen motiveert die deze beslissing motiveren.

§ 3. Bij vaststelling van een percentage onregelmatigheden in het referentiestaal dat hoger is dan twintig percent van het aantal gecontroleerde uren kan de inspecteur :

1° de voltooid uren onderzoeken gedurende twee andere weken van het jaar, met uitzondering van de schoolvakanties. In dat geval stelt de inspecteur een terugvordering voor in verband met enkel de vastgestelde onregelmatigheden in beide referentiestalen;

2° een extrapoleerbaar staal samenstellen, al dan niet gelaagd in de gevolgde opleidingsuren van de stagiairs die het referentiestaal vormen, waardoor een betrouwbaarheidsinterval bekomen kan worden van vijfennegentig percent of meer rondom de waarde van de staalafname, met een maximale omvang van tien percentpunt.

§ 4. Als het onderzoek van het eerste referentiestaal wijst op meer dan vierentwintig percent onregelmatigheden, bepaalt de inspecteur een extrapoleerbaar referentiestaal, en het percentage vastgestelde onregelmatigheden wordt geëxtrapoleerd naar de gezamenlijke referentiebevolking of -laag.

Art. 97. Onverminderd de terugvorderingen voorgesteld op grond van niet-extrapoleerbare vaststellingen, stelt de inspecteur, onder gebruikmaking van een extrapoleerbaar staal, de terugvordering van een bedrag van de subsidie berekend op basis van het percentage van het infimum van het betrouwbaarheidsinterval, geëxtrapoleerd naar de subsidie betreffende de onderzochte referentiebevolking of -laag.

Art. 98. Bij het gebruikmaken van de extrapolatiemethode omschrijft de inspecteur de gebruikte methodologie in zijn verslag en geeft het betrouwbaarheidsinterval en de omvang van het betrouwbaarheidsinterval aan.

Art. 99. Overeenkomstig artikel 37 van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle op de wetgevingen en reglementeringen m.b.t. de omscholing en de bijscholing alsook de invoering van administratieve geldboetes die van toepassing zijn in geval van inbreuk op bedoelde wetgevingen en reglementeringen, kan het centrum het vermoeden voortvloeiend uit de extrapolatie bedoeld in de artikelen 94, 95, 96 en 97 omdraaien door de geldigheid van het geheel of van een deel van het percentage van de betwiste subsidie aan te tonen.

HOOFDSTUK 7. — *Verwerking van persoonsgegevens.*

Art. 100. De categorieën van persoonsgegevens bedoeld in artikel 19, § 2, eerste lid, 1° en 2° van het decreet zijn als volgt samengesteld:

1° de identificatiegegevens van de persoon met een handicap :

a) het telefoonnummer;

b) het faxnummer ;

c) het elektronisch adres;

2° gegevens met betrekking tot het opleidingstraject van de gehandicapte persoon ;

a) de benaming van het vormingscentrum en het centrum voor opleiding en socioprofessionele inschakeling;

b) het adres van het centrum bedoeld in a);

c) de identiteit van de contactpersoon van de aanvrager;

d) het telefoon- en faxnummer van het centrum en de contactpersoon;

e) het e-mailadres van het centrum en de contactpersoon;

f) de fase van het sociaal-professionele integratieproject, het contract en het programma waarop de aanvraag betrekking heeft. ;

g) het schooltraject en het opleidingstraject;

h) het eventuele beroepstraject ;

i) het huidige beroepsstatuut.

De persoonlijke identificatiegegevens van de persoon met een handicap bedoeld in lid 1, 1° omvatten ook de volmacht gegeven door de persoon met een handicap.

HOOFDSTUK 8. — *Overplaatsing van personeel*

Art. 101. § 1. Voor de toepassing van dit hoofdstuk, wordt verstaan onder:

1° het personeelslid: de ambtenaar, de stagiair of het contractueel personeelslid van de dienst van herkomst, met uitzondering van het personeelslid met een vervangingsovereenkomst;

2° de instellingen: de instellingen van openbaar nut die onder de toepassing vallen van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

3° de dienst van herkomst: de diensten van de Regering of de instelling waarop het overgedragen personeelslid aangesteld was op het ogenblik van de overdracht

§ 2. Voor de toepassing van paragraaf 1:

1° wordt de stagiair beschouwd als houder van de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld;

2° wordt het personeelslid dat via arbeidsovereenkomst in dienst is genomen, geacht houder te zijn van de graad die overeenstemt met de betrekking waarvoor hij in dienst is genomen of, bij stilzwijgen van de overeenkomst, van de graad waarmee de weddeschaal verbonden is waarin de bezoldiging is vastgesteld.

Art. 102. § 1. De personeelsleden van AVIQ worden van het voornemen tot overplaatsing op de hoogte gebracht door middel van een dienstorder waarin ze worden uitgenodigd om binnen dertig dagen schriftelijk aan te geven of ze willen worden overgeplaatst naar de diensten van de Waalse Regering, naar de Waalse Overheidsdienst Economie, Werkgelegenheid en Onderzoek, in een van de betrekkingen die in de dienstorder worden genoemd.

§ 2. Als, na afloop van de procedure onder beheer van AVIQ en de Waalse Overheidsdienst, bepaalde betrekkingen onbezet blijven, wordt de dienstorder met deze betrekkingen ter kennis gebracht van de personeelsleden van het geheel van de diensten van de Regering en van de instellingen.

§ 3. Voor de toekenning van elke betrekking, stelt de Regering een rangschikking vast tussen de personen die wensen te worden overgedragen op basis van de volgende volgorde:

1° het personeelslid of de personeelsleden van AVIQ;

2° het personeelslid of de personeelsleden van de andere diensten van de Regering of de personeelsleden van de instellingen.

Binnen elke van de in lid 1 opgesomde groepen, worden de personeelsleden die wensen overgedragen te worden en die de vereiste titels en kwalificatie bezitten voor de bedoelde betrekking, gerangschikt in onderstaande volgorde:

1° de ambtenaren;

2° de stagiairs;

3° de contractuele personeelsleden.

Binnen elke van de in het tweede lid opgesomde groepen worden de personeelsleden gerangschikt als volgt:

1° het personeelslid met de grootste graadanciënniteit

2° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste in leeftijd.

Het criterium van de graadanciënniteit wordt niet toegepast voor het contractueel personeelslid.

Art. 103. De personeelsleden worden bij hun naam overgedragen bij een besluit van de Waalse Regering.

De overplaatsing is geen nieuwe benoeming.

Art. 104. § 1. De overgedragen personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve en geldelijke anciënniteit.

Onverminderd § 2, behouden zij de toelagen, vergoedingen, premies en de andere voordelen die zij in de oorspronkelijke dienst genoten, overeenkomstig de regeling die op hen van toepassing was, vanaf de datum waarop het recht verworven is.

Zij behouden de voordelen in verband met een ambt als de voorwaarden voor hun toekenning in de ontvangende entiteit nog altijd bestaan.

§ 2. Wanneer een personeelslid wordt belast met de uitoefening van een hoger ambt in de dienst van herkomst, wordt voor zijn overplaatsing alleen met zijn statutaire graad rekening gehouden.

§ 3. Het overgeplaatste personeelslid behoudt de laatste evaluatie die hem werd toegekend.

Deze evaluatie blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe evaluatie.

Indien het personeelslid op de datum van zijn overplaatsing een beroep heeft ingediend tegen een melding die hem werd toegekend, wordt die procedure in de oorspronkelijke dienst voortgezet.

§ 4. Het personeelslid dat geslaagd is voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau in zijn oorspronkelijke dienst, behoudt, in de diensten van de Regering, het voordeel van het slagen voor dit vergelijkend examen.

Het personeelslid behoudt het voordeel van alle brevetten of loopbaanexamens bedoeld in de Waalse ambtenarencode die het tijdens zijn loopbaan heeft verkregen.

HOOFDSTUK 9. — *Wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 105. Voor de in de artikelen 22 tot en met 25 bedoelde evaluatie wordt geen rekening gehouden met de jaren 2020 tot en met 2023.

De centra die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit decreet voor onbepaalde duur zijn erkend, bezorgen uiterlijk op 31 maart 2028 de documenten bedoeld in artikel 13, § 1, aan de diensten van de Regering.

Art. 106. In het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° Titel IX, hoofdstuk III, "Aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling", die de artikelen 905 tot en met 920 bevatten, wordt opgeheven;

2° de paragrafen 90, 91 en 92 worden opgeheven.

Art. 107. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 29 april 2019 betreffende de in aanmerking komende uitgaven in het kader van subsidies toegekend op het gebied van Tewerkstelling en Beroepsopleiding, worden de woorden "in artikel 127, § 1^{er}" vervangen door de woorden "in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1".

Art. 108. Artikel 2/1, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 6°, luidend als volgt :

"6° het decreet van 24 januari 2024 betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling en tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en het Gerechtelijk Wetboek. ".

Art. 109. Treden in werking op 1 juli 2024:

1° het decreet van 24 januari 2024 betreffende de centra voor aangepaste opleidingen en socioprofessionele inschakeling en tot wijziging van het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid, het decreet van 12 november 2021 betreffende coaching en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en het Gerechtelijk Wetboek, met uitzondering van artikel 24 van hetzelfde decreet, dat in werking treedt op de dag van de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* ;

2° dit besluit, met uitzondering van de artikelen 101 tot 104 die in werking treden de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 110. De Minister bevoegd voor Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

Bijlage 1 Lijst van de in artikel 91 bedoelde zaadsoorten

LIJST VAN DE STUKKEN

1. De wijzigingen in de statuten die de laatste vijf jaren zijn gepubliceerd of ter griffie zijn neergelegd.
2. De lijst van bestuursleden in geval van een wijziging
3. De lijst van bestuursleden in geval van een wijziging
4. Het pedagogisch project bedoeld in artikel 16
5. Laatste activiteitenverslag
6. Huishoudelijk reglement
7. Geldig brandweerrapport
8. Bij verandering van richting : Diploma, schriftelijke bevoegdheidsdelegatie, bewijs van ervaring.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 29 februari 2024 tot uitvoering van het decreet van 24 januari 2024 betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling en tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en het Gerechtelijk Wetboek

Namen, 29 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

Bijlage 2 Aantal uren bedoeld in artikel 6

CFP	Aantal uren
Forma'rive	69.003
Centre de réadaptation au Travail	91.533
CERAT	53.137
Cfrp-Prorienta	86.790
Mosan	43.703
Le Plope	99.657
La Canopée	40.000
Le Tilleul	52.394
Aurelie	59.358
Polybat	64.398
Camec	41.654
Espace Formation Emploi	53.705
Le Réseau	68.026
	823.358

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 29 februari 2024 tot uitvoering van het decreet van 24 januari 2024 betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling en tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale actie en Gezondheid, het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching en de oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden en het Gerechtelijk Wetboek

Namen, 29 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE